

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.

£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00

Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS

Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM

Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.000 Lires - 12 FS - 12 DM

Imprimerie spéciale

le prolétaire
bimensuel
parti communiste international (programme communiste)

**Le marxisme
et l'Iran**

13

5 F.

Sommaire

Introduction	3
1. La tourmente iranienne dans son cadre historique	7
- En Iran, révolution capitaliste à la cosaque	
- L'Iran dans la vision marxiste	
2. La classe ouvrière et la "Révolution islamique"	19
- Les luttes ouvrières avant les "journées" de février	
- En Iran, le fossé se creuse entre le prolétariat et la bourgeoisie	
3. L'opposition entre communisme et démocratie dans la lutte sociale	31
- Les revendications immédiates et la question agraire	
- Faut-il réformer l'Etat ou le détruire ?	
- Programme démocratique et programme communiste	
4. L'Iran et le monde	43
- L'Iran c'est le monde	
- Du Golfe, une sonnette d'alarme	

le prolétaire

bi-mensuel

parti communiste international (programme communiste)

Abonnement annuel: 50 F
pli fermé 80 F
de soutien
à partir de ...:100 F

Supplément au n° 310 du "Prolétaire"

Imprimerie spéciale - Directeur: Saro

Corresp.: 20, rue Jean Bouton, Paris 12e.

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

1. Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens 2 F
5. Question féminine et lutte de classe 4 F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 5 F
7. La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) 4 F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe 4 F
9. Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises 4 F
10. Postiers en lutte (La grève de janvier février 1978 à Créteil et dans les centres de tri) 5 F
11. Auschwitz ou le grand alibi 3 F
12. Solidarité prolétarienne contre contrôle de l'immigration 5 F
13. Le marxisme et l'Iran 5 F

el proletario

N° 7 (febrero 1980)

- El imperialismo yanqui, un campeón de la democracia.
- La dictadura y el terror en la doctrina marxista.
- La victoria de la revolución exige la dictadura y el terror.
- La lucha por las libertades políticas.
- La crisis capitalista llega también al Este.
- Reunión General del Partido: Primer balance de las luchas anticoloniales.
- Trotskismo internacional.

Introduction

Etant donné la formidable importance internationale que revêtent les événements qui ébranlent l'Iran essentiellement depuis 1978, une brochure ne saurait suffire à répondre à toutes les interrogations légitimes des prolétaires qui s'intéressent à l'émancipation révolutionnaire de leur classe, et donc aux conditions qui la favorisent comme celles qui, au contraire, l'entravent.

On est en effet en droit de se demander quelle est la portée mondiale de la déstabilisation économique provoquée dans les grandes puissances impérialistes par la flambée des prix du pétrole et la lutte sociale qui la relance. On ne manque pas de s'interroger non plus sur la signification de la rupture de l'équilibre impérialiste provoquée par l'effondrement du « gendarme du Golfe ».

Il serait également intéressant d'analyser avec précision la signification internationale de l'entrée en mouvement des masses prolétariennes et plus généralement exploitées et pauvres, de ce pays d'importance cruciale. Car il est évident que sous l'épaisse fumée des idéologies nationalistes, démocratiques et même religieuses, et dans une certaine mesure contre elles, c'est bien la classe ouvrière qui a été le facteur déterminant de la rupture de l'équilibre social et politique. Tout comme en Egypte, en Tunisie, au Pérou ou au Brésil, c'est-à-dire dans les pays de jeune capitalisme où les amortisseurs sociaux sont les moins puissants, la classe ouvrière démontre sa combativité.

C'est le gage que tôt ou tard, poussée par l'irrésistible pression économique et politique de la crise du capitalisme, elle devra réapparaître également dans les pays impérialistes comme **facteur social actif**, révolutionnaire, et non plus passif. Nous disons bien « réapparaître », car la classe ouvrière y a effectivement été éliminée comme collectivité vivante ayant ses buts propres voici plus de cinquante ans par la contre-révolution stalinienne : la contre-révolution qui a vaincu en 1926 en Russie sous le drapeau du « socialisme dans un

seul pays » et la dégénérescence de l'Internationale Communiste ont eu pour conséquence de plier le prolétariat aux exigences de l'ordre impérialiste, sous le drapeau du « socialisme », sans que la classe ouvrière puisse trouver dans les ébranlements provoqués par la guerre contre-révolutionnaire de partage du monde, la défaite de grands Etats bourgeois et la vague d'émancipation anti-impérialiste qui s'en est suivie, la force de lutter encore **pour elle-même**.

Sans ignorer pourtant tous ces aspects, qui sont notamment abordés dans la partie de cette brochure intitulée « L'Iran et le monde », le but que nous recherchons en publiant ce choix d'articles parus dans notre presse internationale de l'automne 78 à l'hiver 79 est autre.

A l'heure où s'achève à l'échelle internationale le cycle des révolutions anti-coloniales, il nous apparaît en effet utile de montrer à partir de l'exemple typique de l'Iran la validité du marxisme, aujourd'hui tant décrié ou alors rendu inoffensif, comme **théorie et arme de combat révolutionnaire**.

Pour ses détracteurs qui sont légion, le marxisme serait tout juste une « analyse » utile pour expliquer les lois du capitalisme « pur » ou, ce qui lui ressemblerait le plus, le capitalisme anglais du début du XIX^e siècle. Et, pour ces gens-là, les bolchéviks auraient vaincu en inventant une « nouvelle » théorie.

Pour nous, comme pour Lénine et les bolchéviks, il n'y a qu'à **appliquer la théorie marxiste**, née après une longue période de combat théorique et pratique, comme arme qui n'a besoin d'être remplacée par aucune autre mais qui doit être toujours affûtée et rendue plus tranchante par le bilan de l'expérience des révolutions et des contre-révolutions.

Le marxisme est né comme critique non seulement du capitalisme « pur », mais de toute l'histoire humaine, qui va des sociétés anciennes et primitives à la société communiste de demain. Il est, de façon inséparable, la théorie de la lutte prolétarienne dans les conditions historiques les plus variées jusqu'à la victoire de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale et, grâce à elle, jusqu'à la transformation communiste de la société. Il n'est donc pas « vieilli » ni « européen », mais il est **actuel et international**.

Le but recherché par cette brochure est de faire la preuve que la marxisme est bien **une plante de tous les climats**. Pour nous, la théorie marxiste devrait être jetée aux orties si elle ne servait pas à donner une solution exacte aux exigences de la lutte révolutionnaire dans des

conditions « impures », comme elle l'a d'ailleurs fait dans l'Europe du XIX^e siècle ou la Russie de 1917 ; il faudrait s'en débarrasser si elle ne servait pas à affronter en particulier la vaste gamme de problèmes liés à la lutte prolétarienne dans une ambiance sociale où la bourgeoisie (y compris la petite) s'avère incapable d'achever l'accomplissement de ses propres tâches historiques.

Là aussi réside l'importance internationale des événements d'Iran ; car les problèmes posés se retrouvent ailleurs, bien que dans des formes extrêmement variées, pour des centaines de millions de jeunes prolétaires que la crise mondiale doit pousser sur la scène historique, alors même que les classes bourgeoises de ces pays se soumettent de plus en plus à l'impérialisme qu'elles ont combattu — avec plus ou moins de conviction, il est vrai — les décennies passées.

C'est ainsi que la partie de cette brochure intitulée « La classe ouvrière et la *révolution islamique* » reprend l'attitude classique du parti communiste dans de telles situations en puisant dans l'expérience historique du mouvement prolétarien, aujourd'hui si largement dénaturée par le stalinisme, le trotskysme et les autres courants qui se réclament hypocritement du marxisme.

Dans une autre partie, la critique d'un des représentants caractéristiques de la méthode démocratique dans la lutte sociale en Iran, à savoir les *Fedayin*, est menée afin de faire ressortir **les buts et les méthodes parfaitement distincts** et spécifiques qui délimitent le communisme révolutionnaire même lorsque, comme c'est le cas en Iran, la classe ouvrière avance des revendications immédiates qui intéressent également d'autres classes, et en particulier la paysannerie pauvre.

Ayant présenté les différentes parties de cette brochure en commençant par la fin, il nous reste à parler de la première partie qui analyse la nature et le sens des événements qui bouleversent l'Iran et de la prétendue « révolution islamique ». La série intitulée « En Iran, révolution capitaliste à la cosaque » est assurément d'un abord difficile. Mais son caractère synthétique et compact découlait de l'urgence du besoin, à la fin 78, de fixer le **cadre historique** des événements et de permettre au parti de s'y guider. Nous la republions aujourd'hui comme une analyse qui reste valable après « l'épreuve du feu » des journées de février et la complétons par l'extrait d'un article publié récemment dans notre revue **Programme communiste**.

Avril 1980

Pour un bilan de la vague anticoloniale

En ce qui concerne le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux du second après-guerre, nous avons souvent montré ces dernières années qu'il tirait à sa fin, ceci en particulier lors de notre Réunion générale de parti de l'automne 1977. « La crise, écrivions-nous dans le compte rendu de la réunion, est arrivée après la fin de ce que nous avons appelé la « phase éruptive » du mouvement anti-impérialiste [...]. Mais il y a peu de chances pour que la clôture de ce cycle endorme la « zone des tempêtes ». Dans les nouvelles vagues sociales, cette fois, les prolétaires se mettront davantage en avant, avec leurs intérêts propres, entraînant derrière eux les masses paysannes pauvres, dans un contexte où se ternit toujours plus l'auréole révolutionnaire des classes bourgeoises qui ont atteint l'indépendance politique ».

Depuis, il n'y a pas eu seulement le 26 janvier tunisien, l'explosion sociale iranienne dont la brèche a été ouverte par les coups de bélier d'une puissante vague de grèves, il y a eu aussi, comme c'est le cas en Algérie, des mouvements répétés de grève et d'agitation entraînant un à un tous les secteurs de la population ouvrière. N'est-ce pas là le fruit authentique de ce cycle bourgeois ? Cela suffirait à balayer toutes les objections du doctrinarisme pédant et indifférentiste qui n'a vu dans ce mouvement que son côté bourgeois sans voir son côté révo'utionnaire, sans être capable de voir et de défendre dans le présent l'annonce du futur.

Il est tout aussi indéniable que l'impossibilité d'assurer à cette vague ne serait-ce qu'un début de transcroissance en révolution prolétarienne a empêché que la vague n'aille jusqu'au bout de ses tâches anti-féodales et anti-impérialistes. Voilà un des résultats du stalinisme et de toutes les formes de frontisme et d'étapisme qui interdisent toute possibilité de préparer le futur du mouvement sous prétexte de la convergence des intérêts des classes qui y participent dans l'immédiat, et rabaissant le prolétariat à la traîne de bourgeoisies toujours plus inconsistantes et couardes. La rançon en est qu'aujourd'hui incombent au prolétariat, considérablement retardé dans son développement politique, des tâches non encore directement socialistes et prolétariennes, à l'heure où il devient dans ces aires la seule classe capable de faire avancer l'histoire, comme vient le confirmer tragiquement la soi-disant « révolution islamique » en Iran.

Le Prolétaire n° 296, extrait

I

La tourmente iranienne dans son cadre historique

En Iran, révolution capitaliste à la cosaque

Le Prolétaire n° 278-279

Le marxisme attendait de « l'éveil de l'Asie » la mise en mouvement des colonies — Inde, Indonésie et Indochine — mais également des semi-colonies Chine, Turquie et Perse. Le destin de ce dernier pays, situé sur les marches asiatiques de la Russie, est plus que celui de tout autre pays lié à celui de la Russie, tant pour des raisons sociales que stratégiques. C'est ainsi que la révolution russe de 1905 a donné en écho à l'Iran une « constitution libérale » cherchant à limiter les prétentions de l'impérialisme et du pouvoir monarchique et donnant ainsi une certaine liberté de mouvement aux classes urbaines, mais laissant intacts les privilèges de l'aristocratie foncière.

Le tremblement de terre social de l'Octobre rouge a eu également ses répercussions dans de vastes mouvements pay-

sans, mais le retard social de l'Iran n'avait pas encore permis que naissent des classes urbaines capables de faire de ces mouvements un levier révolutionnaire. Dès lors l'alternative était la suivante : ou bien la révolution russe et le prolétariat international se portaient à la tête de ce mouvement social naissant et permettaient à l'Iran, en brisant le vieux despotisme et l'oppression multiséculaire des propriétaires fonciers, de brûler les étapes politiques du développement historique, ou bien l'impérialisme parvenait, en prenant appui sur la vieille politique de **containment** de l'expansionnisme asiatique de la Russie, à faire de l'Iran un **poste avancé** dans son cordon sanitaire contre-révolutionnaire. Par ailleurs l'introduction d'une **armée moderne** dans ce pays devait entraîner sa trans-

formation capitaliste sous l'égide de l'impérialisme.

L'isolement de la révolution d'Octobre livra inéluctablement l'Iran à la révolution capitaliste **par le haut**. Et cette dernière trouva une autre impulsion historique que celle dégagée par le heurt des intérêts antirusse qui persistèrent et reprirent leur vieille logique quand la révolution prolétarienne fut liquidée par le stalinisme: elle trouva dans l'extraction du pétrole non seulement un aiguillon économique et une nouvelle raison stratégique de renforcer le militarisme d'un Etat vassalisé et son poids sur un pays transformé en semi-colonie économique, mais encore le cynique espoir d'acheter les vieilles classes au lieu d'avoir à les combattre, et d'acheter également les droits historiques des classes exploitées à faire la révolution.

Le champion de cette voie historique fut Reza Khan qui, fort de l'appui anglais, lança ses cosaques à la conquête de Téhéran. Sauvants les « féodaux » et les prêtres de la révolte sociale, il ne se contenta pas de les obliger à abandonner leurs titres de noblesse et leurs prérogatives dans le pouvoir central, pour maintenir leurs privilèges sociaux, il leur confisqua plus d'un demi-million d'hectares soit 5 % des terres arables qui tombèrent ainsi dans le domaine personnel du Chah, pour prix des services rendus à la société. Donnant à la bourgeoisie naissante l'embryon d'une législation moderne, d'un réseau de communications, tout près d'instaurer la république en suivant le modèle de Mustapha Kemal Pacha, il tailla en pièces la constitution de 1906 en renforçant encore l'autoritarisme du pouvoir central.

C'est ainsi que sur le vieux tronc du despotisme bureaucratique, né à la faveur de la dispersion géographique de villages autosuffisants pliant sous le poids de villes nées à l'intersection de la propriété foncière et du grand commerce des caravansérails, prit greffe le centralisme totalitaire de l'accumulation primitive de capital sous la pression de l'impérialisme.

Ce produit monstrueux, alliant les « lois sanguinaires », qui ont accompagné partout la naissance de la classe des salariés modernes, au traditionnel arbitraire asiatique, secréta une sorte de « despotisme éclairé » à l'orientale: le drapeau d'une révolution capitaliste à la **cosaque** pouvait-il être autre chose qu'un mélange disparate ?

Et son prétendu caractère « national », et même l'abolition des traités donnant aux étrangers les privilèges d'extra-territorialité, n'étaient que la couverture inventée par l'Angleterre pour canaliser contre l'énorme Russie voisine l'éveil national perse, et surtout pour cacher — tout comme, près de là, avec le panarabisme — la revendication anglaise visant à obtenir l'influence exclusive sur la totalité de la Perse historique. La preuve en fut administrée quand Reza Khan voulut rester neutre en 1941. L'Angleterre le déposa: Reza, qui t'a fait Chah ?

La production de pétrole, qui a démarré en 1909, est passée à 9,9 millions de tonnes en 1939, et à 45,5 millions de tonnes en 1959. Il est évident que le poids des revenus agricoles du domaine royal est allé en s'amenuisant considérablement dans le budget de l'Etat par rapport aux revenus pétroliers. Ces derniers ont permis de financer une industrie qui a pris son essor dans les années trente. A côté de l'Etat et des sociétés étrangères qui ont la haute main sur la grande industrie, se développe néanmoins une petite et moyenne industrie locale, notamment dans le textile et l'alimentation. Sur tout, le commerce a fait des bonds de géant, en liaison avec la cour, dans une atmosphère de course aux influences, aux pots de vin, à la combine généralisée pour se placer le mieux possible sous la gouttière du précieux liquide.

Dans les campagnes, 60.000 « féodaux » possèdent encore dans les années cinquante la quasi totalité des 50.000 villages du pays peuplés en moyenne de

250 habitants: 10.000 de ces villages sont dans les mains de propriétaires de plus de cinq villages, 10 % des villages sont des biens religieux et 5 % des terres de la couronne.

La grande masse des familles paysannes paient toujours en **nature** un fort métayage au propriétaire qui a la haute main sur l'eau — le système d'irrigation est essentiel dans ce pays semi-aride où 40 % des terres sont irriguées — et sur la redistribution des terres, toujours soumises à la rotation annuelle entre les familles (sauf dans certains cas où elles sont encore cultivées en unités indivises).

Les campagnes, cependant, ont été également entraînées dans le tourbillon général. Les propriétaires qui habitent traditionnellement les villes se sont mis à cultiver leurs terres pour des besoins d'argent, soit directement pour la moitié d'entre eux, l'autre louant le bénéfice de leurs terres à des fonctionnaires ou à des commerçants. D'un côté est née à côté de l'économie paysanne une économie domaniale où sont introduits les cultures spéculatives et le salariat. Ainsi en 1960, 12.300 exploitations de plus de 50 ha cultivent 13 % des terres. De l'autre, l'économie paysanne réduite à la portion congrue et sur laquelle le propriétaire exerce une pression économique accrue pour vendre la part qui lui revient, a vu le paysan se spécialiser, les parcelles se réduire au point que 40 % des familles ont moins de 2 ha, ce qui ne permet pas de vivre et pousse une partie des bras à s'engager sur les domaines ou à s'expatrier vers les villes.

Mais malgré cette évolution économique, le **seul maître** dans le village, c'est le propriétaire qui non seulement utilise arbitrairement la terre, mais exerce la justice, si bien que les vieux rapports patriarcaux deviennent insupportables au paysan. Cependant si son poids économique sur les épaules du paysan reste entier, le poids économique de la propriété foncière dans la vie du pays n'a fait que décliner avec le développement des villes, de l'industrie et du commerce, sous le robinet du pétrole. Son poids

politique par contre est resté considérable. Cela s'explique aisément du fait de la fusion de la propriété foncière avec l'armée et la haute administration.

Cette situation se perpétue non seulement du fait que les « féodaux » ont une tradition militaire et que l'Etat iranien est avant tout une **armée**, mais aussi parce que, si l'administration et les fonctionnaires qui sont issus des classes urbaines tiennent la ville, les campagnes sont restées sous l'emprise exclusive des féodaux, et ce jusqu'au début des années soixante.

Mais un pays où, en 1956, 31 % de la population totale vivait dans les villes, un pays où l'artisanat et l'industrie occupent 1,2 million de personnes (soit 21 % de la population active) un pays où le commerce, les transports et les services emploient près d'un million de personnes (soit 17 % de la population active), un pays où 60 % des habitants de la ville vivent désormais d'un salaire et les 40 % restant d'activités qui n'ont rien à voir avec l'agriculture, tout cela sans parler d'une administration et d'une armée dévorantes qui n'emploient pas moins de 450.000 personnes, un tel pays, avec une telle profusion d'intérêts bourgeois et modernes, mêmes s'ils sont tirés presque malgré eux par l'impérialisme et émoussés par la rente pétrolière, un tel pays peut-il supporter plus longtemps d'être mené par la cravache des propriétaires fonciers ? (*)

Dans les années cinquante, les conditions économiques et sociales étaient bien mûres pour une révolution bourgeoise dirigée contre l'impérialisme et les vieux

(*) Il est intéressant de comparer la structure sociale de l'Iran de 1956 à celle de la Russie de 1914. Si la population urbaine est bien plus forte en Iran qu'en Russie (31 % contre 20 %) la proportion des prolétaires est semblable (33 % en Iran pour 26 % en Russie), et celle du prolétariat industriel pratiquement identique (13 % pour 11 %). Globalement, l'Iran de 1956 a une longueur d'avance sur la Russie de 1914.

rapports féodaux, une révolution pouvant de plus s'appuyer sur une véritable révolution paysanne.

Le raz de marée social qui a secoué l'Asie à partir de l'épicentre extrême-oriental en réponse au tremblement de terre provoqué par la seconde guerre impérialiste n'a pas épargné l'Iran. Les classes urbaines profitèrent de l'affaiblissement du régime provoqué par la transformation du pays en espaces de grandes manœuvres militaires entre les blocs, de la déposition de Reza et de la lutte d'influence sourde entre Britanniques et Américains, pour faire entendre leur voix.

A l'agitation qui s'empara alors des premiers noyaux ouvriers, de la petite bourgeoisie urbaine, et qui se répercuta dans les campagnes, répondit en écho l'expérience réformiste de Mossadegh qui vit les nouvelles classes nées du développement urbain chercher à négocier une plus grande place dans l'Etat par rapport aux féodaux et une meilleure part de la rente foncière avec l'impérialisme, pendant que l'on promettait une réforme agraire et la Constitution de 1906 pour calmer les masses. Même cela fut refusé par les féodaux, et surtout par l'impérialisme américain, héritier de l'Angleterre dans la région, conscient du rôle stratégique de l'Iran, situé au cœur de la « zone des tempêtes » des champs pétroliers du golfe, et bastion avancé contre la Russie concurrente en Asie. C'est pour quoi le coup d'Etat d'août 1953, qui en finit avec le réformisme minable de Mossadegh et ramena le chah, marque désormais une nouvelle accélération de l'entraînement du pays dans la spirale du marché mondial et dans sa militarisation, dont le coup d'envoi est donné par le traité avec les Etats-Unis en 1956.

C'est la même année qu'est créée la SAVAK, cette police ultra-centralisée qui contrôle tout le pays en liaison avec les Américains, mais cela n'empêche pas le

mouvement social de repartir avec les grandes grèves ouvrières de 1956 et 1959. La crise économique de 1960-61 éveille les étudiants et la petite bourgeoisie, gagne les campagnes où selon *Le Monde* du 27-1-73 régnait début 63 « une atmosphère de jacquerie ». Le mouvement culmina en juin 63 où une grande révolte spontanée se heurta à l'armée, qui laissa 15.000 cadavres dans la poussière des rues de Téhéran et de sa banlieue.

Cependant, la contre-révolution ne pouvait laisser la situation sociale telle quelle. Si elle s'était servie dans les années 1950-53 des « féodaux » pour briser les prétentions bourgeoises vis-à-vis de l'impérialisme, elle n'avait pu restaurer l'entière domination de l'impérialisme qu'en accentuant encore le caractère capitaliste de l'Etat, et même de l'armée : un féodal peut tenir un sabre, pas manier un avion. De même la conduite d'un tank exige un soldat formé à l'école des bagnes industriels, non un métayer corvéable à peine capable de tenir un fusil.

La constitution d'une armée moderne et l'utilisation de la rente pétrolière — désormais exclusive dans les revenus d'un Etat ayant définitivement fini de s'appuyer sur la rente foncière agricole — obligeait à faire des concessions sociales au développement bourgeois et à **réduire le poids politique de la vieille propriété foncière dans l'Etat**. Si dans l'Allemagne de 1850, la contre-révolution n'avait pu vaincre qu'en se faisant « l'exécutrice testamentaire de la révolution », cette fois, dans l'Iran pris dans les griffes de l'impérialisme qui intègre l'expérience de tout le cycle de la domination bourgeoise, la contre-révolution ne pouvait tenir, face à la montée de la vague sociale asiatique, qu'en précédant la révolution : il s'agissait, comme l'a expliqué le gouvernement lui-même, de « faire par en haut une révolution qui risquait de se faire par en bas ».

propriété des paysans, moyennant une redevance de ces derniers à l'Etat pendant 15 ans, les autres paysans étant transformés en fer-

miers, tandis que l'administration prend peu à peu la place des féodaux dans le village. En réalité il a fallu attendre 1969 pour que la vieille propriété foncière se convainque elle-même des avantages du nouveau système : la réforme agraire put alors être généralisée et la masse des paysans exploitants devinrent propriétaires de leur lopin, moyennant une redevance à l'Etat durant 12 ans, l'organisation en coopératives remplissant théoriquement les fonctions d'entretien des systèmes d'irrigation et de commercialisation des récoltes.

Une telle réforme a pour résultat indéniable de détruire la vieille économie paysanne, de briser l'essentiel des liens économiques qui attachaient le paysan au « féodal » et aux restes de la vieille communauté agraire, d'entraîner pour toujours le paysan dans le marché et d'accentuer la prolétarianisation massive de la paysannerie qui végète sur une tenure aussi ridiculement petite qu'hier. Cependant, le paysan fouetté au sang par le marché doit encore supporter l'arrogance et les vexations de l'ancien féodal qui est le véritable maître de la coopérative, et des représentants de l'Etat qui garantissent désormais l'exploitation capitaliste, mais toujours dans le vieux style despotique.

Tout en assurant le passage du paysan à la société moderne en maintenant un maximum d'oppression, la « révolution blanche » emprunte en même temps la voie la plus longue pour passer à l'agriculture capitaliste. Le vieux domaine seigneurial est désormais théoriquement livré aux ardeurs du capitalisme, mais l'évolution de la productivité est des plus lentes et des plus faibles. Ainsi malgré le lancement d'agro-industries sur 420.000 hectares grâce à l'association de capitaux locaux et anglo-saxons ; malgré la constitution de Sociétés Anonymes agricoles sur 400.000 hectares où, sous la direction du vieux féodal transformé en capitaliste associé à la bureaucratie d'Etat, le paysan est devenu salarié, à coups de sabre ; malgré la constitution sur 190.000 hectares de coopératives de production grâce auxquelles la grande propriété concentre la terre et les crédits à son profit ; malgré l'introduction des tracteurs, des engrais et des crédits dans une agriculture commerciale de paysans moyens et riches qui, avec le quart des bras, fournit 70 % du marché, l'agriculture iranienne a cessé dans les années 70 d'être en

mesure d'assurer la nourriture des villes. Il faut donc désormais importer massivement.

Mais qu'importe ! Grâce au sabre qui intimide et au pétrole qui achète, tout est possible ! L'Iran devient un pays industriel : en 1973, l'agriculture ne représente plus que 18 % du revenu national, dépassée par l'industrie et les usines dont la part s'élève à 22,3 %, le pétrole qui compte pour 19,5 %, sans parler des inévitables services qui vivent comme des sangsues sur tout le reste et qui ne représentent rien moins que 40,2 % ! Par rapport à 1960, la population active agricole n'a progressé que de 9 %, ce qui représente 400.000 personnes, pour atteindre 40,1 % de la population active totale, tandis que la population active de l'industrie et des mines qui utilisent désormais 2,7 millions de personnes a augmenté de 125 %.

Le tertiaire, grâce à un exode rural de près d'un million et demi d'actifs, englobe autant d'actifs que les secteurs précédents.

Jusqu'ici, le capitalisme qui pénètre dans la société n'apparaît que comme un simple sous-produit du développement de la richesse monétaire produite par le pactole pétrolier : la généralisation de cette dernière emplit et hypertrophie dans la vieille société les canaux du marché, ceux des formes antédiluviennes du capital, commercial et usuraire. D'où la formidable croissance du **Bazar**.

Parallèlement, l'Etat bureaucratique lance le mode de production nouveau, mais en utilisant les vieilles formes sociales : il n'investit pas dans l'industrie pour faire du capital, il dépense ses revenus en gadgets industriels. Il se paie des aciéries et des agro-industries comme Darius les palais de Persépolis. L'Etat iranien peut de plus « jouer son rôle international » de pilier contre-révolutionnaire, de gendarme du golfe et de bastion occidental contre la Russie, et maintenir toutes les énormes contradictions sociales créées par ce développement exponentiel sur une base sociale encore archaïque en gonflant démesurément l'« armée la plus moderne du monde » et la police la plus centralisée et la plus féroce, pour réprimer ce qui ne peut être acheté, dans un tourbillon de corruption et de trafic d'influences dont le vieux Marx avait pourtant cru qu'il avait atteint des sommets historiques dans la France de Napoléon III.

Les premières réformes (1962-63) limitent la propriété foncière à la possession d'un seul village, les terres « libérées » devenant

Cependant si les « oreilles du roi » des temps anciens parvenaient assez vite à déceler les mécontentements sociaux pour y parer, la moderne Savak ne peut entendre tous ceux qui sont engendrés par le développement moderne, et à plus forte raison les prévenir. En effet, le capitalisme ne vient pas seul. Il apporte dans ses bagages ses terribles **lois d'airain** qui commandent non plus le gain maximum, mais le **rendement maximum**. C'est ainsi que la formidable augmentation du prix du pétrole en 1973 ne s'accompagne pas seulement d'un véritable bond en avant de l'industrie : elle condamne surtout la société, déjà saignée à blanc par la révolution par en haut, à un nouveau bond vers le **plein capitalisme**. Le capital, c'est la concentration : désormais, la petite industrie doit céder la place à la grande, le petit commerce au grand, la petite agriculture à la grande. Grandir ou périr, telle est la loi !

Au nom de la « grande civilisation », le sabre du cosaque livre l'Iran au joug du marché mondial. Là où les grands magasins ne suffisent pas à concurrencer le Bazar, l'urbanisme moderne le détruit. Là où l'importation en grand de blé américain (désormais le quart de la consommation !), pour maintenir au plus bas le salaire ouvrier en vue de compenser la basse productivité de l'industrie, ne suffit pas, le projet de loi des « pôles de développement rural » vise à enterrer jusqu'au souvenir des exploitations de moins de 20 ha ou même un peu plus, bref à tailler en pièces la classe moyenne agraire à peine « libérée » par la réforme agraire, ainsi que la propriété foncière inapte à devenir grand-capitaliste.

La où le pétrole ne suffira pas, la Savak fera le reste ! C'est la devise... Seulement, la crise internationale oblige les puits à regurgiter leur précieux liquide, les mamelles de l'abondance corruptrice deviennent stériles, et la société toute entière est en proie à une crise économique et sociale sans précédent, mais désormais sans amortisseurs.

Dans les villes, l'augmentation brutale du coût de la vie exacerbe la vague des grèves ouvrières qui depuis 1970 entraîne une à une toutes les entreprises et tous les secteurs, poussant les prolétaires à braver la torture et l'assassinat. Dans ce sillage, la crise pousse à la révolte la plèbe urbaine victime de la misère, le Bazar qui souffre de la contraction brutale du marché et pour lequel

le poids de la concurrence étrangère devient insupportable, les classes moyennes en voie de prolétarianisation rapide et les étudiants.

Mais cette crise se double d'une crise agricole terrible. Le plus grave ne tient pas à la faillite des agro-industries que l'Etat a dû racheter, mais surtout au fait que l'agriculture commerciale ne parvient pas, à cause de la concurrence étrangère, à vendre le blé sur le marché et à faire face à ses échéances, tandis que les chômeurs des villes et la main-d'œuvre encore fluctuante refluent vers les campagnes, projetant les paysans pauvres et le prolétariat agricole dans une misère noire. Après celle des villes, la quasi-totalité de la population des campagnes se dresse ainsi contre le chah et l'impérialisme.

La mise en mouvement des classes moyennes des villes et de la campagne contre le régime explique le caractère massif et populaire de la révolte iranienne. Les liens encore puissants du prolétariat avec la paysannerie et la petite bourgeoisie, l'absence d'une révolution bourgeoise qui ait déjà projeté les larges masses dans une lutte politique d'envergure où se différencient les intérêts des classes adverses, les terribles conséquences de la contre-révolution stalinienne qui font que le jeune prolétariat iranien n'a pas, malgré une grande combativité, un parti qui guide ses pas, hâte l'assimilation de sa propre expérience et l'éduque à son propre programme : tous ces facteurs expliquent que la classe ouvrière n'est encore en politique que la queue du mouvement politique de la petite bourgeoisie, du « peuple en général ». De là l'apparente unanimité d'un mouvement dont les composantes sociales, pour unies qu'elles soient dans la haine du régime despotique et de son maître, l'impérialisme américain, n'en ont pas moins des intérêts profondément différents.

Les liens économiques encore puissants existant entre le clergé et la propriété commerciale et foncière (essentiellement urbaine), l'arriération formidable des campagnes, le rôle traditionnel des mosquées comme centres de secours charitable et surtout comme lieu de vie sociale et politique dans un pays où tout autre moyen d'expression et de réunion est cruellement réprimé, l'opposition traditionnelle du chiisme au régime du Chah, ce sont là les éléments qui expliquent la formidable empreinte religieuse sur l'ensemble de ce mouvement de révolte.

Surtout, le fait que le chiisme fournisse le drapeau de la lutte contre l'ouverture aux valeurs de l'Occident, fournisse la couverture idéologique de la lutte des classes moyennes contre l'ouverture à ses marchandises et à ses capitaux, en même temps qu'il assure une continuité de protestation contre les exactions et les crimes du régime et une organisation pour canaliser le mouvement populaire, a transformé l'église chiite en parti, le parti de la protestation politique contre le despotisme du capitalisme, avec un programme de repli national et des aspirations à « faire tourner en arrière la roue de l'histoire ». Ce « démocratisme féodal » devant lequel se sont aplatis le Front National de feu Mossadegh, le parti Toudéh et la kyrielle des groupes mao-populistes, est la synthèse la plus pure de l'impuissance politique de la petite et moyenne bourgeoisie et de sa vision historique réactionnaire.

Que le Chah reste ou qu'une république islamique soit mise en place, un nouveau gouvernement sera vraisemblablement amené à négocier avec l'impérialisme une certaine fermeture des frontières qui donne un instant de répit à la paysannerie moyenne et aisée et à la petite bourgeoisie urbaine. Mais le plus grand mal du Bazar vient plus encore de la chute de la manne pétrolière que de l'inéluctable concurrence étrangère que cette chute aggrave et il aura vite fait de s'entendre avec son véritable maître, l'impérialisme. Pour ce qui est de la paysannerie moyenne et de la propriété foncière, d'un côté on peut être assuré que le capital industriel ne pourra pas durablement leur garantir un archaïsme qui entraîne pour lui un terrible handicap dans la concurrence **sur le marché intérieur** ; de l'autre côté, il est certain que la démocratie islamique est aussi congénitalement incapable que le régime du Chah de donner aux masses paysannes un « supplément de révolution agraire » susceptible d'alléger leur oppression et qu'elle est également incapable de délivrer des tourments du capitalisme, dont elles ne peuvent se libérer qu'en renversant la société bourgeoise.

Quant à l'Etat, les restes du despotisme ancien sont désormais si intimement liés à sa fonction capitaliste qu'ils ne peuvent plus être éliminés sans que soit détruite cette

fonction, à savoir sans une révolution qui, en s'appuyant certes sur les besoins de la destruction radicale des restes prébourgeois, tombe dans les mains du prolétariat pour servir de machine de guerre dans la lutte du prolétariat international contre le capitalisme. En attendant, un changement de régime peut bien dépoussiérer l'Etat de ses aspects les plus provocants comme les droits exorbitants donnés aux étrangers ou le luxe insoutenable de quelques familles de l'aristocratie « corrompue », mais il est clair qu'aucune Constitution, aucune « démocratie » ne saurait plus être qu'une « feuille de vigne de l'absolutisme » destinée à cacher la nudité du terrorisme de l'Etat.

Contre le bonapartisme à la énième puissance, né du vide créé entre un développement économique frénétique et la lenteur de l'évolution sociale, fort du contrôle des leviers économiques et d'un appareil militaire et policier gigantesque, ainsi que de l'appui non seulement militaire mais également financier et politique de l'impérialisme (et même s'il doit se parer d'un vernis démocratique), s'élancent périodiquement mais se brisent tout aussi régulièrement ; les vagues des vieilles classes impuissantes comme des nouvelles classes immatures. Cependant sous ses ailes, la puissance anonyme du capital poursuit sa marche inexorable, sur les cadavres des paysans pauvres et des prolétaires exploités.

Pour faire le parallèle avec un autre bonapartisme, anticipons le prochain tremblement de terre social. La classe ouvrière iranienne, aujourd'hui encore faible et sans guide, est néanmoins la seule classe historiquement capable de faire avancer la société en opposant à la force concentrée de l'Etat patron et despotique une force **encore plus centralisée et centralisatrice** qui aura su tirer les leçons de la tragédie présente et capitaliser les trésors de leçons du long chemin de croix de la classe ouvrière internationale.

Comme la classe ouvrière française d'il y a plus d'un siècle, elle saura ériger sur les décombres d'une société portée à l'incandescence par ses insolubles contradictions, sa Commune Rouge, victorieuse, maillon de la chaîne internationale de la révolution prolétarienne.

L'Iran dans la vision marxiste

(« Le programme des Fedayin iraniens, ou les limites du démocratisme ». Extrait de *Programme Communiste* n° 81)

On ne doit pas voir la révolution bourgeoise comme un phénomène instantané, mais comme un processus plus ou moins long où l'Etat bourgeois se modèle, et où les différentes classes et sous-classes bourgeoises s'acquittent — bien ou mal, peu importe ici — de leur tâche historique : c'est ainsi qu'en France, après la Grande Révolution de 1789, la bourgeoisie eut encore besoin de « suppléments de révolution » en 1830, en 1848, en 1870, bien qu'à chaque fois le prolétariat eût tenté de profiter des événements pour faire valoir ses intérêts propres et même prendre le pouvoir en décidant de se charger lui-même des tâches que la bourgeoisie n'avait pas encore accomplies.

Ce cours historique peut cependant être considérablement raccourci, surtout pour les bourgeoisies qui *viennent en retard*. C'est ce qu'espéraient Marx et Engels pour l'Allemagne « arriérée » de 1848, où prit naissance la *tactique* de la révolution en *permanence* ou *double* en liaison avec la révolution prolétarienne « pure » attendue en France et en Angleterre, et où, en l'absence de victoire prolétarienne, la bourgeoisie avait pour mission d'accomplir de nouvelles « réformes » historiquement progressives. Si cette tactique échoua en 1848 en Europe, elle réussit *en partie* en 1917 en Russie où, sur la lancée d'une révolution bourgeoise en retard, le prolétariat brûla les étapes historiques pour *s'emparer du pouvoir*, réaliser des tâches *économiquement* *bourgeoises* à l'intérieur, et propager

à l'extérieur la révolution prolétarienne qui seule aurait pu permettre, grâce à la machine productive hypercapitaliste d'Europe, de s'attaquer enfin en Russie aux rapports de production bourgeois et de *passer au socialisme*. La deuxième partie de la perspective ne se réalisa pas, laissant la Russie isolée. Le parti prolétarien n'eut pas la force de faire face aux forces conjuguées de l'ennemi, ce qui entraîna la régression de l'Etat russe, de citadelle prolétarienne qu'il était, en « Etat national ordinaire », bref en Etat capitaliste et bourgeois, condamnant ainsi la révolution russe à abandonner tous les rêves de révolution double pour ne rester, en fin de compte, après dix années de bouleversements révolutionnaires sans précédent, qu'une *révolution simple*.

La révolution iranienne est-elle une révolution de type 1789, ou encore de type février 1917 étant donné que l'absence du prolétariat ne permet pas d'envisager un Octobre victorieux dans l'immédiat ? Dans la France du XVIII^e siècle, la lutte opposait avant tout la bourgeoisie, avec à ses côtés les masses populaires des villes et des campagnes, à la noblesse et au clergé s'appuyant sur la monarchie. Dans la Russie du début du siècle, la grande bataille sociale devait se livrer entre la paysannerie et la féodalité en voie de transformation bourgeoise, la tâche assignée au prolétariat étant de conduire la bataille de façon radicale ; la guerre impérialiste donna à l'antagonisme entre le

prolétariat et le capitalisme un poids plus grand que prévu initialement, et qui fit réellement de la révolution prolétarienne en Russie le coup d'envoi de la révolution communiste mondiale.

En analysant la situation de l'Iran en 1978, nous avons été amenés à constater qu'en conséquence de la « révolution blanche » menée par l'Etat avec l'aide de l'impérialisme, le poids politique de la vieille classe des propriétaires fonciers de type féodal s'était pratiquement fondu dans une haute bourgeoisie affairiste et corrompue, disposant du droit de dilapider l'Etat en contrepartie des privilèges pétroliers, militaires et même politiques accordés à l'impérialisme, créant ainsi du point de vue des rapports entre les fractions bourgeoises une situation intermédiaire entre les situations françaises sous la monarchie de juillet et sous l'Empire.

Nous avons également été amenés à constater que la prolétarisation de la population était incomparablement plus développée que dans la Russie de 1917 et que la classe ouvrière était bien plus nombreuse, même si — facteur à ne pas négliger — les conditions historiques générales l'ont confinée dans un terrible retard politique.

Nous avons pu enfin faire la preuve que les causes profondes de l'ébranlement de la classe ouvrière iranienne et des masses prolétarisées ne venaient pas seulement du *manque* de développement capitaliste et du poids des résidus des vieux rapports sociaux, mais surtout du fait que la société entière s'est trouvée précipitée dans une *accumulation élargie du capital* où les jeunes industries se trouvent nécessairement défavorisées par la concurrence des métropoles impérialistes, qui tend à marginaliser leur industrie et plus encore leur agriculture.

Ces conditions historiques particulières, surtout à l'heure où la crise mondiale cyclique du capitalisme se répercute avec des effets renforcés dans les pays périphériques, rendent particulièrement insupportable la persistance des vieux rapports sociaux et politiques, et tout particulièrement les privilèges politiques de l'impérialisme, le poids économique exorbitant de la Cour, ainsi que les lois sanguinaires propres à une accumulation primitive réalisée sous la botte de l'impérialisme et s'appuyant, tant dans les campagnes que dans les usines, sur les vieilles formes du « despotisme asiatique ».

Mais ces mêmes conditions historiques ont fait de l'Etat un instrument par certains aspects puissamment moderne et centralisé, relativement *en avance* sur le développement social de la classe bourgeoise. Celle-ci, même si elle est poussée, malgré sa faiblesse congénitale, et sous la pression de la classe ouvrière, des masses plébéiennes et des fractions de la petite-bourgeoisie, à se heurter aux privilèges politiques de l'impérialisme, apparaît bien plus comme le *complice social* de celui-ci que comme son concurrent économique ; elle a besoin de cette machine de l'Etat pour faire face aux classes opprimées et en particulier à un prolétariat qui se développe à une allure bien plus rapide et sur une base bien plus large qu'elle.

C'est la raison pour laquelle l'insurrection populaire, qui a permis aux masses exploitées de tirer le *meilleur parti possible* des tragiques conditions historiques et politiques actuelles, était la hantise des classes dominantes. Celles-ci se sont efforcées d'en réduire au maximum la portée et *d'assurer à tout prix la continuité de la machine administrative et répressive de l'Etat*, tout juste recouverte d'un vernis populaire ; les masses ouvrières, paysannes ainsi que les minorités nationales, notamment

kurde, arabe et turkmène ont déjà pu en expérimenter douloureusement dans leur chair les effets.

Tout cela confirme bien que les restes du vieux despotisme ne peuvent être radicalement éliminés que par la destruction de l'*Etat bourgeois* en place, sur les ruines duquel il ne s'agit nullement de construire un Etat national plus moderne et plus démocratique, mais bien la *dictature de classe du prolétariat*, c'est-à-dire de la seule classe qui peut désormais faire avancer l'histoire. Une telle perspective découle bien plus directement encore des exigences du mouvement social de ces dernières années, où une formidable vague ouvrière a grandi avec ses revendications immédiates économiques et politiques, que les conditions historiques et politiques prévalentes ont malheureusement permis de subordonner à la lutte démocratique. Le gouvernement Khomeiny-Bazargan a bien dû faire, au moins dans un premier temps, certaines concessions économiques à ce mouvement ; mais si ces concessions sont parfaitement susceptibles de monter le Bazar contre la classe ouvrière, elles ne sont nullement de nature à calmer cette dernière, qui subit de plus en plus les attaques de l'Etat cherchant à réduire une maigre liberté de mouvement durement gagnée, ainsi que les coups convergents du clergé chiite et des milices islamiques. Même si le mouvement ouvrier devait être battu dans l'immédiat sous le poids de l'adversaire, il ne peut historiquement que se relever et grandir, en finissant par rompre les fronts de la solidarité nationale et religieuse.

Un des traits caractéristiques de l'Iran est que, dans un pays pourtant situé au cœur d'une aire géographique soumise à de profonds bouleversements révolutionnaires, l'explosion sociale provoquée par les besoins d'une révolution antiféodale

a pu être retardée, grâce à la combinaison d'une terreur sanglante et d'une corruption pétrolière inouïe, jusqu'au moment où, d'une part, la révolution bourgeoise opérée par le *haut* a déjà suffisamment transformé la société, et où, d'autre part, les signes de radicalisation du mouvement des masses prolétariées et en premier lieu de la classe ouvrière sont déjà devenus suffisamment manifestes pour que la bourgeoisie, et derrière elle la petite bourgeoisie et peut-être même la paysannerie moyenne, aient déjà *épuisé* l'essentiel de leurs capacités de faire avancer l'histoire.

Il est d'ailleurs très significatif à cet égard que les groupes extrémistes et guérilléristes iraniens aient fait leurs armes politiques dans l'ambiance d'une OLP qui, après avoir trahi le mouvement des masses palestino-jordanien par Fatah interposé, s'est faite depuis 1976, par toutes ses composantes, l'agent du désarmement politique et physique des masses en révolte au Liban, et aujourd'hui le pilier de la restauration de l'Etat-bidon du Liban, contre-révolutionnaire s'il en est.

La révolution iranienne est à la limite de deux époques. Elle arrive trop tard pour signifier un véritable « supplément de révolution » bourgeoise. Mais elle arrive en même temps trop tôt pour que la classe ouvrière soit déjà capable de relier l'exigence immédiate de la liquidation des vieux restes féodalo-impérialistes à la solution du nouvel antagonisme qui oppose la classe ouvrière et derrière elle les masses prolétariées des villes et des campagnes, en liaison avec la classe ouvrière internationale, au capital, à la bourgeoisie nationale, à l'ordre constitué local et à l'impérialisme.

C'est de là que vient cette impression de formidable gaspillage d'énergies sociales que les tragiques événe-

ments d'Iran ne manquent pas de suggérer : la profondeur de la contre-révolution stalinienne oblige la classe ouvrière à payer terriblement cher le moindre pouce de terrain conquis, la moindre lueur de leçon apprise dans le choc de la lutte vivante. Mais *malgré tout*, la classe devra renaître comme classe révolutionnaire.

Il nous semble donc tout à fait faux de prétendre enfermer les événements historiques dont les « journées de février » marquent le coup d'envoi dans une banale perspective démocratique et anti-impérialiste, même si l'immédiat ne nous livre que l'avorton étrange de la « révolution islamique » : les forces qui se sont mises en mouvement sous cette apparence triviale et monstrueuse et les antagonismes qui y mûrissent poussent en effet à un *avenir* bien différent et prometteur.

Que nous soyons encore très éloignés d'une issue prolétarienne à la tragédie qui se déroule sous nos yeux, c'est incontestable. Mais seuls les théoriciens de la victoire immédiate, seuls ceux qui remplacent la révolution, qui est un fait matériellement déterminé, par un acte de volonté, peuvent imaginer que cela condamne notre perspective. En tout cas, la seule manière de préparer cette issue est de mettre en avant dans les luttes présentes le besoin de l'indépendance de classe la plus absolue et de l'*opposition la plus rigoureuse et la plus tranchée à l'Etat* et à tous les gouvernements présents et à venir, auxquels la moindre concession ne peut être arrachée que par la force.

Comme partout, le prolétariat ne pourra aspirer à la conquête du pouvoir qu'après une longue préparation de parti, qui permette de regrouper autour du programme communiste l'avant-garde prolétarienne dégagée à travers la succession des batailles sociales qui ne manqueront pas de se produire, et où seront nettement

mis en évidence les besoins politiques immédiats et historiques spécifiques de la classe ouvrière. Les crises politiques comme la crise actuelle ne seront bénéfiques au prolétariat que s'il avance à travers chacune d'elles ses revendications propres, s'il en profite pour s'assurer dans la lutte contre les différentes classes et sous-classes bourgeoises et l'Etat la *plus grande liberté de mouvement*, afin de renforcer ses organismes de lutte immédiate et son parti, et de profiter de cette succession de batailles pour s'aguerrir et préparer ainsi les conditions de la victoire finale.

Même si cette issue est aujourd'hui lointaine, il nous semble que mûrissent des conditions plus favorables que dans le passé pour nous en rapprocher. Tout d'abord, parce que la crise sociale et politique profonde que traverse l'Iran est trop liée à la crise internationale du capitalisme pour ne pas grossir encore les rangs ouvriers et la masse de la population plongée dans une misère qui ne peut trouver d'issue que dans la destruction du capitalisme. Ensuite, parce que la classe ouvrière reste la seule classe historique capable non seulement de lutter pour une telle issue, mais aussi de trancher de façon révolutionnaire tous les problèmes politiques les plus immédiats, et que le cycle de luttes qui s'est ouvert le démontrera de plus en plus clairement. Enfin parce que la classe ouvrière iranienne, comme celle de tout le Moyen-Orient, est par sa position dans le processus productif (qu'on pense à l'arme du pétrole, qui est en définitive aux mains de la classe ouvrière) et par le poids de la double et triple exploitation qui pèse sur ses épaules, condamnée à placer sa lutte dans une perspective internationale et à chercher l'aide du prolétariat des grands centres impérialistes ; *reciproquement*, ce dernier ne peut que bénéficier des élans de

révolte du jeune prolétariat du Moyen-Orient, et sera contraint de rechercher son appui dans la lutte commune.

Il nous semble que toutes ces conditions peuvent être capitalisées au plus vite, à condition que le maximum d'attention soit porté, dans

la vie du parti communiste et dans son développement international, aux problèmes théoriques, historiques, politiques et tactiques que rencontrent les masses prolétariennes de ces régions dans leur lutte courageuse et terriblement difficile contre le monstre impérialiste mondial.

L'Iran à la recherche de la « non contradiction »

« A la dialectique des contradictions développée par Marx, j'ai substitué une dialectique de la non-contradiction dans laquelle la religion tient un rôle essentiel » (Le Matin du 28-1-1980). C'est dans cette affirmation que réside le programme de Bani Sadr, que le raz-de-marée électoral vient de porter à la présidence en Iran.

« Non-contradiction » avec l'impérialisme américain, assurément. Si Bani Sadr est le champion de la discussion ardue sur le terrain des intérêts économiques avec l'Amérique, il est connu pour s'être opposé aux étudiants qui ont pris en otage les Américains de l'ambassade; il est disposé à appuyer la révolte afghane par des moyens militaires et n'a pas condamné l'aide américaine en armement pour écraser les Kurdes. Aussi n'est-il pas étonnant que la première initiative américaine soit de lever une partie des sanctions économiques contre l'Iran. Reste à savoir si les velléités d'indépendance économique de la bourgeoisie iranienne pourront longtemps résister à cette « non-contradiction » avec le géant américain.

Mais la « non-contradiction », c'est évidemment avant tout celle entre les classes sociales. Bani Sadr a tout de suite affirmé qu'il laisserait les armes à la population.

Il ne peut désarmer tout de suite tout le monde : aussi est-il nécessaire de canaliser les ardeurs vers la haine de la Russie, — cette fois la « non-contradiction » n'est pas de mise ! — ce qui permet en même temps de mener campagne contre le communisme, hypocritement assimilé à l'impérialisme russe. Et là, la religion est un drapeau utile.

La religion tient même « un rôle essentiel » pour paralyser la lutte prolétarienne et retarder l'affrontement ouvert des classes. Mais là aussi les faits ont travaillé : l'étalage de l'Islam et des mollahs a été trop voyant pour ne pas entamer dans une certaine mesure l'efficacité de la religion, notamment à travers le parti républicain islamique qui s'est opposé à tout effort d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Aussi faut-il que la hiérarchie religieuse se fasse plus discrète, de même que le parti républicain. Ils seront encore plus utiles, assurément, mais, « il faut rénover la religion, sinon la révolution échouera » assure Bani Sadr.

Gageons que même l'Islam rénové ne pourra à la longue empêcher que les puissantes contradictions sociales qui secouent la société capitaliste ne viennent à bout de cette soit-disant « dialectique de la non-contradiction » qu'en toute modeste philosophie, Bani Sadr a découverte : éternelle bourgeoisie !

Le Prolétaire n° 306

II

La classe ouvrière et la « Révolution islamique »

Les luttes ouvrières avant les « journées » de février

Le Prolétaire n° 288

Nous avons rappelé dans un article paru dans le n° 286, et consacré avant tout aux pays où se termine le cycle national-bourgeois, la nécessité pour le prolétariat de lutter pour des revendications politiques immédiates, les fameuses « libertés » politiques (d'association, réunion, presse, etc.). Le poids qu'ont pris en Iran ces revendications dans la lutte ouvrière montrent qu'elles sont indissolublement liées à la lutte prolétarienne. C'est ce que nous allons illustrer dans cet article. Un prochain article confirmera avec le bilan des « journées de février » le fait que ces revendications ne peuvent être satisfaites de façon radicale que par la destruction de l'Etat bourgeois, mais aussi que le prolétariat ne peut pleinement tirer profit de sa lutte pour ces revendications que s'il les

avance de façon indépendante et les subordonne à l'objectif de son émancipation de classe.

Il faut reparcourir l'histoire de ces dernières décennies pour comprendre les événements présents en Iran. Le réseau d'organismes ouvriers qui s'était développé après la chute de Réza Khan en 1941 et qui avait par exemple rassemblé 600.000 ouvriers lors de la « fête » du 1^{er} mai en 1946 fut complètement démantelé par le coup d'Etat de 1953. Il faut dire que le légalisme dans lequel baignaient les dirigeants syndicaux agissant le plus souvent de concert avec les staliens du Toudéh facilita énormément la tâche à la réaction impérialiste et locale. En même temps, le retour du Chah rendit impossible toute activité politique dépassant le cadre de petits groupes clandestins.

tins. L'Iran a connu vingt-cinq années d'un terrorisme d'Etat sans doute inégalé dans l'histoire, dont le symbole est la SAVAK, cette organisation policière née en 1956 et enserrant le pays dans une gigantesque toile d'araignée puissamment centralisée et officiellement destinée à « empêcher la reprise de l'activité des associations interdites ».

Dans la période d'installation du régime après 1953, le pays a connu une dizaine de grèves ouvrières qui ont déchaîné une répression inouïe. C'est ainsi que la grève des 30.000 ouvriers des briquetteries de Téhéran s'est soldée par l'assassinat de 50 ouvriers. La répression systématique a entraîné une telle paralysie du mouvement revendicatif que les dispositions contenues dans la loi de 1946, par exemple celles instituant la journée de 8 heures, le droit de se syndiquer, l'interdiction de faire travailler les enfants de moins de 13 ans, etc., ont pu être supprimées en 1959 pour les ouvriers des ateliers employant moins de 10 personnes (c'est-à-dire la plupart des salariés).

Les statistiques officielles révèlent une exploitation féroce et véritablement négrière de la force de travail : en 1966, sur 1,2 million de travailleurs de l'industrie manufacturière, 200.000 travaillaient moins de 30 heures en moyenne, tandis que 250.000 travaillaient plus de 64 heures (100.000 plus de 71 heures) et 200.000 entre 50 et 60 heures.

De même, alors que la loi interdisait théoriquement le travail des enfants de moins de 12 ans, la statistique officielle de 1976 comptait 130.000 enfants de 10 et 11 ans au travail, dont la moitié dans l'industrie.

Cette concurrence entre les ouvriers était encore exacerbée par la politique systématique de division et de corruption : en 1954, le salaire de base ne représentait que 46,5 % du revenu moyen de l'ensemble des salariés, 31,7 % consistant en primes et en « intéressement », 21,8 % en avantages en nature et autres ressources, tandis que l'écart moyen entre le

salaire moyen du manœuvre et celui du cadre était de 1 à 11 dans le textile

Les vieux rapports despotiques entre le féodal et le bureaucrate aidés du gendarme d'une part et le paysan traité pire qu'une bête de somme de l'autre se retrouvaient tels quels dans l'industrie, où le féodal et le bureaucrate étaient devenus capitalistes et où l'ouvrier était toujours maintenu au travail sous l'œil du gendarme. Ces vieux rapports personnels déjà passablement inhumains deviennent insupportables lorsqu'ils sont mis au service de l'accumulation du capital, servant à canaliser par la violence l'exode rural vers l'usine, à habituer les paysans, fraîchement échappés à l'abrutissement et à la misère des campagnes, au bagne de l'usine, aux cadences infernales et aux journées de travail interminables aggravées par le **maintien par la violence** du prolétariat dans une situation de concurrence maximum.

Nous ne savons pas si les ouvriers iraniens étaient, comme les ouvriers français sous le Second Empire, soumis au système du « carnet de travail » qui, en mettant les ouvriers sous le contrôle de la police, entravait sérieusement le développement de vastes organisations immédiates (système dont jouissent aujourd'hui les travailleurs immigrés avec les cartes de travail et de séjour). Ce qui est sûr, c'est que l'extrême mobilité de la main-d'œuvre exigée par l'accumulation forcée de capital, qui fait haïr dans la classe ouvrière le besoin de la plus large liberté de mouvement (pratique et politique), s'est accompagnée en tout cas du **contrôle le plus strict** par la police des ouvriers **sur le lieu de travail même**.

Le seul « syndicat » autorisé, l'Organisation Ouvrière Iranienne (O.O.I.), était un appendice de l'Etat. Les principaux dirigeants étaient nommés par la SAVAK. Point n'est besoin de s'attarder sur la fonction de ce « syndicat » qui n'avait rien à envier aux organisations créées naguère par les Zoubatov de la Russie tsariste.

Le terrorisme de l'Etat n'a fait que s'accroître encore après le coup d'arrêt porté à la vague sociale qui grandissait depuis 1956 et qui culmina dans le soulèvement de 1963, où la barbarie de la répression fit 15.000 victimes. En effet la fameuse « révolution blanche » s'accompagnait d'une pression politique d'autant plus grande qu'il s'agissait de transformer les rapports sociaux et l'Etat sans permettre la moindre brèche pour la lutte sociale.

La vague sociale qui a été relancée au début des années 70 par la reprise des grandes luttes ouvrières s'est accompagnée d'une intensification fantastique de la répression et du déchaînement de la violence policière : c'est ainsi qu'en 1973 la gendarmerie est intervenue lors de la grève des ouvriers de la fabrique « chaussure nationale » et a fait plusieurs blessés. En 1974, à la suite de la grève des 800 ouvriers de l'usine de moteurs à Tabriz, 100 ouvriers furent exclus, des dizaines furent arrêtés et 25 envoyés au service militaire. Toujours en 74, 19 ouvriers furent tués lors de la manifestation des grévistes de l'usine « Djahan Tchit » de Kadadj. En 1975, les forces de l'ordre encerclèrent l'usine de tissus « Chehi » où 1.500 ouvriers étaient en grève. Les forces de l'ordre tirèrent sur les ouvriers dont plusieurs furent blessés. En 1976, la SAVAK réprima dans le sang la grève des ouvriers des tissus, comme elle l'a fait pour les ouvriers de l'usine des appareils électriques de Téhéran en décembre 76, etc.

Il est donc parfaitement compréhensible que de plus en plus, à côté des revendications à caractère économique, soient apparues des revendications exprimant les besoins politiques immédiats des masses ouvrières, des revendications qui visent à combattre en même temps que l'exploitation patronale, le **joug policier**. Les ouvriers du pétrole ont par exemple réclamé, dès le début du mouvement, la dissolution des « services de sécurité » de la SAVAK sur les lieux de travail. Ils ont également réclamé dès

le mois de novembre dernier l'élimination du colonel Kalyaai, chef du « service de sécurité » de la raffinerie d'Abadan, connu pour ses pratiques de tortionnaire.

Avec les employés d'Aïr-Iran, les travailleurs du pétrole ont notamment lutté pour la suppression de la loi martiale à Téhéran et dans onze autres villes. Le 28 octobre 1978, les travailleurs des télécommunications annonçaient de leur côté qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Parmi ces revendications figuraient : la libération des prisonniers politiques détenus pendant ces 25 dernières années ; l'expulsion des conseillers américains ; l'épuration radicale de tous les fonctionnaires ; la dissolution du « service de sécurité » de l'entreprise ; le droit de créer un syndicat, etc.

Le besoin qu'a la classe ouvrière de s'organiser était donc ressenti comme de plus en plus pressant. Mais en même temps le terrorisme policier rendait cette organisation réellement difficile. En effet, ni les formidables vagues de lutte sociale des années 56-63 ni celle qui a commencé en 1970 n'avaient permis, avant l'explosion généralisée de 1978, de donner à la classe ouvrière iranienne la moindre possibilité d'organisation économique durable et dépassant le cadre local. Et comment faire tant que la SAVAK était dans les usines ?

La pression policière sur la classe était même si forte que les éléments ouvriers les plus combattifs ont dû souvent, pour ne pas être éliminés, fuir les entreprises et grossir des groupes qui, dans les conditions propres au pays et dans une situation politique internationale marquée par l'absence de la lutte prolétarienne et du parti communiste, ne pouvaient guère dépasser le niveau des sectes conspiratives et guérilléristes au programme limité par un horizon purement immédiat — et donc bourgeois. C'est le cas des Fedayin, qui apparaissent comme le mouvement le plus radical et dont nous devons reparler.

Dans ces conditions tragiques pour le prolétariat, la lutte des masses a néanmoins utilisé la seule faille laissée par le régime pour s'organiser politiquement : les mosquées, devenues des forteresses de la contestation, au cœur des bazars hostiles au Chah. Mais cela signifiait en même temps la subordination du mouvement revendicatif et politique de

la classe ouvrière, par l'intermédiaire des mollahs, à celui de la petite et de la moyenne bourgeoisie du bazar.

Voilà ce qui explique pourquoi une année de luttes populaires immenses n'a pas permis que le prolétariat apparaisse avec des intérêts de classe distincts, mais seulement comme l'aile la plus décidée de la lutte pour le départ du Chah.

En Iran, le fossé se creuse entre le prolétariat et la bourgeoisie

Le Prolétaire n° 291-292

« Bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, [...] tous les deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage » (1).

Si la maturation irrésistible du mouvement social a amené toutes les classes de la société iranienne à la nécessité de « jeter par-dessus bord » le « trône du paon », un tel objectif commun ne pouvait cependant avoir le même contenu, la même signification pour toutes les classes sociales, en particulier pour les classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie.

(1) Engels, « La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand », 1865, in Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Ed. de l'Herne, Paris, 1970, p. 488.

Nous avons vu précédemment que le mouvement économique du prolétariat le conduisait à poser spontanément des revendications politiques immédiates lui assurant plus de liberté de mouvement contre les capitalistes (liberté de presse, de réunion, d'association indépendante de l'Etat) (2), revendications qui l'obligeaient par elles-mêmes à s'affronter à l'appareil policier et militaire du Chah, et qui se traduisirent par les revendications de la dissolution de la Savak, de la levée de la loi martiale, et de la libération des prisonniers politiques. On pourrait ajouter que le besoin le plus impérieux de la classe ouvrière, pour renforcer ses rangs, est de lutter contre la discrimination qui frappe les femmes et contre la vieille tradition du chauvinisme *farsi* (perse) pesant sur les fortes minorités turkmène, kurde, arabe, turque et baloutche, sans parler des travailleurs étrangers, notamment afghans.

Peu importe pour l'instant que l'idée que le mouvement se faisait de lui-même, idée conditionnée par les circons-

(2) Voir « La classe ouvrière iranienne avant les « journées » de février », dans *Le prolétaire* n° 288.

tances historiques nationales et internationales, n'ait pu alors dépasser la conscience naïve d'un mouvement d'« unanimité populaire » contre la Cour vendue à l'étranger et le despotisme de la Savak et de la bureaucratie, édifice dont le Chah était la clé de voûte.

L'important est que dans les faits, le « départ » du souverain, exprimé sans la moindre révérence par le slogan populaire « mort au Chah », ne pouvait avoir d'autre signification réelle pour la classe ouvrière que celui de *symbole* d'une lutte bien plus vaste. Il s'agissait de la lutte contre l'oppression féroce d'un régime qui mettait les vieux restes du despotisme au service de l'accumulation non plus seulement primitive mais *désormais élargie* du capital, et au service de l'alliance d'une Cour dilapidant ostensiblement le travail social avec l'impérialisme faisant peser sur toute la société le rôle de gendarme régional dévolu à l'Iran. Il représentait d'autre part non un terme à sa lutte, mais la possibilité de conquérir une *plus grande liberté de mouvement*, un *plus grand espace* dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, avant d'être en mesure de prendre lui-même le pouvoir, dans une montée prolétarienne internationale.

Il va de soi que le « départ du Chah » avait une tout autre signification pour les classes dominantes, et en particulier pour la bourgeoisie. Pour elle, il pouvait s'agir uniquement d'un changement de politique de l'Etat, de la fin de la domination directe et des privilèges politiques de l'impérialisme qui condamnaient toute la société à une insupportable marche forcée, de la réorientation de la politique pétrolière et agricole. La raison en est que l'Etat était largement bourgeois, que les réformes successives entreprises sous l'égide de l'impérialisme en avaient déjà fait un instrument au moins *théoriquement* adapté aux besoins économiques et sociaux de la bourgeoisie non seulement financière mais également industrielle — d'ailleurs, plus ou moins liée à un capital d'Etat au poids démesuré —

bien que dans une forme surannée et choquante pour elle. Bref, elle avait besoin du « départ du Chah », non comme point de départ d'un processus révolutionnaire qui mette l'une après l'autre toutes les classes et fractions de classe devant ses responsabilités politiques, mais comme *point d'aboutissement* de la transformation bourgeoise de l'Etat, comme complément *libéral*, on pourrait même dire comme *justification populaire* de la « révolution capitaliste à la cosaque » (3).

Bien qu'il soit difficile de trouver encore une adéquation parfaite entre les partis et les classes sociales, étant donné que la lutte politique entre les diverses fractions bourgeoises n'est sans doute pas allée jusqu'au bout, il n'est pas difficile de trouver dans le Front national une expression de cette force sociale et un symbole de sa profonde couardise politique, à travers la diversité de ses nuances, sauf peut-être pour son aile gauche, de nuance démocratique petite-bourgeoise.

Ainsi le fameux Bakhtiar, hier passé par les prisons de Palhavi, a bien été exclu du Front national, mais son expérience de « transition constitutionnelle » (« le Chah doit régner, sans gouverner ») n'a fait que porter à ses ultimes conséquences une des hypothèses de la politique traditionnelle du Front national.

La preuve en est que même après l'établissement de la loi martiale, le leader de ce parti, Sandjabi, continuait à parler de maintien de l'institution monarchique.

(3) C'est le titre d'un article paru dans les n° 278 et 279 du *Prolétaire*, où nous reprenons le cours de l'histoire récente de l'Iran pour essayer de démontrer que les événements qui s'annoncent ne se replacent pas dans la phase ascendante de la révolution bourgeoise, comme ce fut le cas dans la Russie de 1917, mais dans la phase finissante de cette révolution, comme, si l'on veut, dans la France de 1848, sans toutefois que cette « queue de révolution bourgeoise » puisse malheureusement servir encore de tremplin au prolétariat pour s'« élancer à l'assaut du ciel » dans un délai historique bref.

C'est seulement la marche de la lame de fond populaire qui a contraint ce parti à désavouer Bakhtiar et à abandonner la monarchie. Voici ce que déclarait encore Sandjabi début janvier :

« M. Bakhtiar n'a pas analysé correctement les conditions et la situation prévalant dans le pays. L'accord du peuple est indispensable. Nous ne sommes pas nécessairement contre une monarchie constitutionnelle, mais malheureusement, le peuple estime qu'aucune réforme ne peut être réalisée avec le souverain actuel. Avec son fils, cela n'est pas impossible, c'est le suffrage universel qui en décidera » (!) (Le Monde du 5-1-79).

Nous avons analysé dans la série d'articles parue dans ce journal (4) les raisons qui ont mis en mouvement le Bazar. La moyenne et petite bourgeoisie industrielle, artisanale et commerçante, heurtée dans ses aspirations nationales par les privilèges impérialistes, concurrencée par l'ouverture en grand des frontières et par le développement du capitalisme d'Etat, a pris une part importante dans la lutte contre le « régime de l'étranger ».

Sans doute la haine des bazari vis-à-vis du régime était-elle immense et sincère. Comme on peut le lire dans une interview d'un Fedayin évoquant l'année 78 : « Les habitants de Qom disaient : « les Fedayins sont musulmans », ce qui doit être compris comme un hommage rendu à leurs actions. Tous les Hadjis (riches bazari qui ont effectué le pèlerinage à la Mecque) se déclaraient prêts à aider les Fedayins car ils s'attaquent, disaient-ils, au régime qui est notre ennemi. Les gens disaient : les vrais musulmans sont des Fedayins tout en sachant que les Fedayins sont marxistes, car pour eux seuls les musulmans sont révolutionnaires » (5).

(4) Voir à ce sujet les articles intitulés « D'où vient le poids du clergé iranien » dans Le prolétaire n° 277 et la deuxième partie de la « Révolution capitaliste à la cosaque » dans le n° 279.

(5) Le Quotidien du peuple du 21-3-79.

Cependant s'ils étaient moins portés à hésiter devant un mouvement populaire et radical, il est clair que leur aspiration ne pouvait dépasser également l'élimination des aspects odieux de l'Etat (notamment et surtout son aspect « étranger »). Surtout, leur lien étroit avec le clergé chiite a permis à ce dernier de servir de chapeau au mouvement populaire, auquel le bazar et la mosquée fournissaient un centre naturel et un des seuls lieux d'agitation politique permis par le despotisme du régime. Or ceci n'a été possible que grâce à la position « en pointe » d'une minorité de mollahs et d'ayatollahs (6) qui comme Teleghani et Khomeiny comprirent rapidement que le Chah devait partir. « Avant que le khomeinysme soit largement répandu, poursuivait en effet l'interview précédente, la popularité des Fedayins était très grande parmi les musulmans ».

Mais là s'était arrêté le radicalisme du clergé, en particulier du haut clergé : 18 heures après le début de l'insurrection, alors même que la bataille faisait rage entre les compagnies des Immortels et la population venue au secours des homofars, Khomeiny déclarait dans une allocution radiophonique : « Je n'ai pas encore donné l'ordre de la guerre sainte et je souhaite toujours que le peuple décide de son avenir légalement par voie électorale ». Pendant ce temps, « son

(6) L'aile « modérée » du clergé, largement majoritaire et représentée par Chariat Madari, l'ayatollah de Qom, se prononçait pour une formule tout à fait semblable à celle préconisée par la bourgeoisie constitutionnelle et le Front national : « le chah règne mais ne gouverne pas ». Quant à la base, la masse des 180.000 mollahs, sans parler des 60.000 étudiants en théologie, la grande majorité « était neutre dans le conflit qui opposait le Chah au peuple soulevé », déclare le fedayin interviewé (voir note 5). C'est cette « majorité silencieuse » qui a constitué l'ossature du service d'ordre des grandes manifestations qui ont précédé l'insurrection, puis des « comités islamiques » qui fournissent l'ossature du pouvoir « civil » actuel.

porte-parole donnait l'ordre à la population de remettre les armes obtenues par l'intermédiaire des soldats et annonçait qu'elles seraient distribuées quand l'heure sera venue... » (Le Monde du 13-2-79).

Mais quoi qu'il en soit, qu'a fait le Bazar par l'intermédiaire de la hiérarchie chiite, sinon s'empresse d'associer à son pouvoir les représentants les plus authentiques de la bourgeoisie hyper-réformiste, comme Sandjabi, sans parler des personnalités d'ancien régime soigneusement cachées dans le très secret Conseil révolutionnaire islamique, le trait d'union entre les représentants de la bourgeoisie et le clergé organisé en « comités islamiques » étant assuré par le premier ministre Bazargan (7).

Tout ce beau monde était fin prêt à ramasser tranquillement le pouvoir des mains de Bakhtiar. Cependant, le prolétariat, les masses prolétariennes des villes et même une partie de la petite et moyenne bourgeoisie (8), aiguillonnées par la crise économique, avaient besoin d'une satisfaction rapide de leurs reven-

(7) Il est presque inutile d'ajouter que Khomeiny a conquis dès janvier l'appui entier du parti Toudéh (sous prétexte qu'« à l'étape actuelle de la révolution... tout le monde connaît la suite ! »), ce qui n'empêche pas Bazargan de rappeler publiquement que ce parti a trahi Mossadegh en 1953, et ce qui n'a pas suffi jusqu'ici à faire lever son interdiction. Voilà qui en dit long par conséquent sur sa servilité.

(8) Un prochain article sera consacré à l'attitude de la petite bourgeoisie « démocratique » dans le mouvement social, et en particulier à la critique du programme et des propositions des partis qui la représentent, parmi lesquels les Fedayin.

« L'ayatollah Chariat-Madari et moi-même estimions que nous devions organiser, après le départ du chah et l'instauration d'un conseil de la couronne, des élections générales et libres qui auraient ouvert la voie à la dési-

gnation d'une Constituante, à des transformations radicales, puis au transfert du pouvoir. M. Chapour Bakhtiar, alors président du Conseil, s'était plus ou moins rallié à ce projet, ainsi que divers chefs de l'armée et

Lanternées pendant des mois et des mois par la menace jamais mise à exécution de la Djihad (guerre sainte), les masses prenant confiance dans leurs forces, démontrées par la puissante grève générale où le secteur pétrolier a joué un rôle déterminant et par la dissolution grandissante de l'armée à la chaleur de leur mouvement, se sentirent d'instinct capables d'accélérer le dénouement du drame : le moyen d'en finir avec la Cour n'était pas d'attendre une énième réforme gouvernementale mais d'en découdre dans la rue avec les remparts du régime : l'attaque des homofars par les soi-disant Immortels en fournit l'occasion ; la meilleure manière d'assurer la libération des prisonniers était d'aller ouvrir les prisons ; celle d'assurer le respect du droit d'association était de s'armer : « qui a la force a le droit ! »

Par l'insurrection, le prolétariat n'a pas conquis le pouvoir ; il ne le pouvait pas : il n'a fait que pousser la bourgeoisie à réaliser au moins en partie par en bas ce qu'elle hésitait même à réaliser par le haut. Mais désormais, l'hypothèque du Chah est levée.

Sans doute la bourgeoisie est-elle encore moins encline qu'il y a un siècle à se débarrasser aujourd'hui du « vieux bataclan », de leur du prolétariat. Mais, malgré tout, elle a dû aller au pouvoir. Historiquement, le « conflit entre officiers et équipage » ne peut plus être retardé. Ainsi œuvre la « vieille taupe » de l'histoire.

« L'ayatollah Chariat-Madari et moi-même estimions que nous devions organiser, après le départ du chah et l'instauration d'un conseil de la couronne, des élections générales et libres qui auraient ouvert la voie à la dési-

de la police. *Toute ma vie, j'ai pensé qu'il fallait progresser lentement mais sûrement.* » C'est ce qu'avoue Bazargan dans son interview au *Monde* du 15-5-79.

Dès avant l'insurrection, le chiisme a mobilisé la masse des mollahs, restés neutres dans le conflit entre les masses et le chah, pour assurer des fonctions de ravitaillement essentielles à la population et former autour des mosquées des comités de quartier qui ont également donné un service d'ordre dans les grandes manifestations de l'hiver et qui ont tenté, dans l'insurrection, de canaliser l'énergie des masses populaires et d'éviter ainsi les « excès », c'est-à-dire les exécutions massives d'officiers et de savakis.

La tâche d'un parti véritablement révolutionnaire aurait été de donner à l'insurrection l'élément dirigeant qui fasse de celle-ci un levier pour la destruction de la hiérarchie militaire, de la Savak, des machines bureaucratiques, judiciaire, condition de l'élimination définitive du « vieux bataclan » dont parlait Engels et de l'accélération de la lutte de classe ouverte entre bourgeoisie et prolétariat. La tâche remplie consciemment par le parti à deux têtes Khomeiny-Bazargan a été d'empêcher que l'insurrection ne brise la continuité de l'appareil d'Etat (1).

Assurer la continuité de l'Etat et celle de l'appareil productif

Pour cela, il fallut faire quelques concessions à la revendication populaire et permettre une certaine épuration des têtes de l'armée et de la police (2). Mais, outre que les comités islamiques se sont vite empressés de

(1) « Je ne dis pas d'arrêter la révolution. Je dis qu'il faut la canaliser. Nous voulons bouleverser les structures anciennes dans tous les domaines, politique, économique, culturel, juridique, etc., mais nous voulons le faire de façon positive et constructive » (déclaration de Bazargan au *Monde* du 28-2-79).

(2) Selon le *Monde* du 14-2-79, les chefs religieux « proches de l'ayatollah Khomeiny » estiment, « à la lumière des derniers événements, qu'un groupe de « desesperados » n'aurait actuellement aucune chance de réussite parce qu'il serait complètement isolé. Cela étant, le nouveau pouvoir a préféré prendre quelques précautions en procédant à l'épuration des cadres militaires. Ajoutons

que les comités islamiques se sont également empressés de faire dévier les coups de leur justice des responsables politiques et militaires de l'ancien régime sur des affaires de mœurs en exaltant le sentiment religieux des masses.

La tâche d'un parti véritablement révolutionnaire et l'intérêt du prolétariat et des masses exploitées sont la suppression des armées permanentes et l'armement général du « peuple », comme seule véritable garantie de faire valoir leurs revendications. On ne sera pas étonné que Khomeiny et Bazargan aient agi exactement à l'inverse. Le premier souci des nouveaux gouvernants a été en effet d'appeler les masses à déposer les armes, et par conséquent à assurer à la hiérarchie militaire et à la police le monopole de l'armement et de son utilisation. Le fait de conserver des armes a été déclaré un « péché » contre l'islam et les « comités islamiques » se sont servis du noyautage des comités de quartier et des comités de travailleurs pour leur faire déposer les armes. Mais il semble fort heureusement cependant qu'en dehors des groupes de guérilleros tels les moudjahidin ou les fedayin, et des minorités comme les Kurdes, une partie de la population ait allègrement supporté le risque d'avoir des comptes à rendre à Allah et à ses « signes » et représentants ici-bas.

Cette politique est aujourd'hui complétée par la mise sur pied — à partir des milices formées autour des comités islamiques agissant encore plus ou moins anarchiquement, naturellement épurés de leurs éléments les plus remuants, avec adjonction de groupes

que les comités islamiques se sont également empressés de faire dévier les coups de leur justice des responsables politiques et militaires de l'ancien régime sur des affaires de mœurs en exaltant le sentiment religieux des masses.

(3) Cité par *Imprecor* n° 50 du 12-4-79. Voici également ce qu'on peut lire dans le *Monde* du 24-2-79 : « Selon les experts militaires, la purge des généraux, dont beaucoup étaient âgés ou avaient été choisis moins en raison de leur compétence que de leur servilité envers le chah, sera bénéfique : après une période de flottement, ce « dégraissage » permettra à l'Etat de disposer d'un corps plus homogène et mieux structuré ».

de jeunes armés, de militants religieux fanatiques qui ont déjà fait la démonstration de leur pureté contre-révolutionnaire dans les attaques de manifestations de femmes ou de prolétaires, actifs ou chômeurs — d'une « garde nationale islamique », véritable gendarmerie puisée dans l'élément populaire et prête, à l'instar de la garde républicaine de 1848 en France, à se retourner pour un bout de pain et un uniforme — et ici, grâce à la promesse de la grâce divine — contre les classes dont elle utilise les fils.

Il n'a pas fallu longtemps pour que les masses sentent dans leur chair le résultat de cette politique. Du 20 au 23 mars, l'armée a réprimé dans le sang dans la plus droite tradition du chauvinisme *farsi* les émeutes des Kurdes. Ces derniers, ayant vaillamment participé à la lutte contre le chah et attendant de la révolution la fin d'une oppression séculaire à laquelle est puissamment intéressé le prolétariat pour les besoins de l'unification de ses rangs, n'ont été payés que de mépris et ont boycotté le référendum avant de laisser 200 morts et 500 blessés sur le carreau.

La semaine suivante, la minorité turkmène, aux belles traditions de luttes ouvrières et paysannes, s'est également affrontée au gouvernement. La révolte s'est appuyée en particulier sur un mouvement d'occupation de terres auquel le gouvernement n'a pas hésité dans plusieurs cas à répondre en faisant appel à l'armée « pour que soit respectée la propriété » (*Le Monde* du 5-5-79).

Dans les derniers jours de mai, c'est la minorité arabe qui a subi la tradition du despotisme de l'Etat central lors des émeutes du Khouzistan, région détenant l'essentiel de la richesse pétrolière de l'Iran, ce qui explique que cette révolte à fond prolétarien ait pu prendre un aspect national important.

Les chômeurs ont également eu pour leur malheur l'occasion de tester les réflexes de la milice. Le *Corriere de la Sera* du 10-3-79 en donne un exemple : « Deux mille chômeurs ont manifesté devant la maison de Khomeiny à cause des promesses que le gouvernement n'a pu tenir. A Ispahan, la milice révolutionnaire a ouvert le feu contre d'autres chômeurs qui manifestaient, faisant un mort et dix blessés ».

Pas étonnant que, devant la montée de tous ces troubles, Bazargan ait affirmé : « Une armée puissante est maintenant plus nécessaire que le pain » (*Le Monde* du 6-4-79).

L'autre souci du gouvernement Khomeiny a été la continuité de la marche de l'appareil productif : si la bourgeoisie ne peut prospérer sans le calme des prolétaires, elle vit avant tout de leur travail. On se souvient que dès avant l'insurrection, Khomeiny avait usé de tout son poids pour empêcher une grève totale de la production de pétrole.

Alors que pour la classe ouvrière, le départ du chah était une exigence pour la satisfaction de ses revendications économiques et politiques, pour le gouvernement en place le mouvement ouvrier n'était conçu que comme un instrument au service du départ du chah et au service de l'Islam : « Les grèves étaient au service du mouvement révolutionnaire, de la même manière les faire cesser est désormais au service de la nation ; qui soutient qu'elles doivent continuer est un traître, et sera châtié comme tel » (déclaration de Khomeiny, rapportée par l'*Unità* du 28-2-79). Quoiqu'il en soit, le 17 février, l'ordre solennel de la reprise du travail fut intimé à la classe ouvrière, avec l'appui du parti Tudeh. De la même manière que le travailleur en armes fut déclaré en état de péché, Khomeiny proclama : « Qui fait la grève est un traître ».

Là aussi s'est fait cruellement sentir l'absence d'un minimum d'organisation politique capable de s'opposer frontalement au gouvernement. En certains endroits stratégiques, comme dans le pétrole, les comités islamiques directement nommés par Khomeiny semblent s'être pratiquement imposés par un véritable coup d'Etat à la direction des comités de travailleurs (4), noyant même les éléments ouvriers sous le poids des couches d'employés et de techniciens. Plus généralement, la presse se fait l'écho d'une véritable bataille entre les prolétaires qui tentent de se donner des organisations défendant leurs intérêts de classe et la hiérarchie chiite.

« Pour l'ayatollah Behechti, les syndicats divisent la nation. Pour « libérer les travailleurs de l'oppression des propriétaires », ajoute-t-il docement, il faut créer des conseils ouvriers islamiques » (*Le Monde* du 3-5-79). C'est ce Behechti qui, à la tête du parti républicain islamique, a pris l'initiative d'une

(4) Il est symptomatique qu'une des revendications fondamentales lors des récentes émeutes de Khorramshar ait été celle de la dissolution des comités islamiques.

contre-manifestation le 1^{er} mai, opposée à celle des associations de chômeurs, de jeunes, des syndicats et des différents mouvements politiques de gauche. Front national démocratique, trotskystes, maoïstes et naturellement Fedayin-Khalq, aux cris de « *Les marxistes sont les agents du chah* », « *Mort aux opposants* », « *Les ouvriers doivent être au service du peuple et de Dieu* » (voir *Le Monde* du 5-5-79). Selon le même numéro de ce journal, « *pour appuyer les revendications, les chômeurs d'Abadan ont manifesté à la mairie de la ville, où ils se sont heurtés aux membres des comités Khomeiny, qui les ont traités de « contre-révolutionnaires » et de « communistes ». Et la section locale du parti républicain islamique s'est empressée de créer un autre syndicat aux demandes plus raisonnables* » (5).

Mobilisation islamique antiprolétarienne

Quand Khomeiny refuse d'accoler le terme de « démocratique » à la nouvelle république iranienne, il a raison en ce sens que la société traumatisée par l'effondrement de la « grande civilisation » sous les coups de la crise mondiale ne peut se payer le luxe de la démocratie occidentale. Cette démocratie, dont le secret est la corruption que permet la domination impérialiste avec la rente qu'elle procure, repose sur de puissants partis ouvriers dont la fonction est d'amortir la lutte prolétarienne. La bourgeoisie iranienne, elle, ne dispose dans ce but d'un moyen d'influence sur la classe ouvrière et les couches populaires : la religion ; que d'une seule organisation structurée, celle du clergé chiite.

En retardant au maximum l'insurrection, le clergé s'est donné le temps pour mettre sur pied une organisation capable d'encadrer les

masses et de canaliser tant bien que mal l'insurrection, d'en émousser le tranchant, d'en stériliser tant qu'il était possible le résultat. Désormais, c'est contre le mouvement des masses exploitées et pauvres, et en premier lieu la classe ouvrière, ainsi que contre les mouvements politiques qui se nourrissent du besoin de radicalisme du mouvement social que l'Etat et l'Eglise tentent d'organiser la masse de la population. En effet, pendant que le gouvernement Bazargan prend des mesures d'attente telles que l'interdiction des licenciements dans les usines, la hausse du prix du blé pour les campagnes, il tente de remettre sur pied la machine endommagée de l'administration, de l'armée et de la police. Tandis que les comités islamiques dans les entreprises tentent de canaliser toute l'énergie des prolétaires dans l'épuration des dirigeants corrompus à l'ombre de l'Etat s'appuyant sur la hiérarchie chiite, on voit s'organiser avec les comités islamiques, et maintenant le parti républicain islamique, une véritable mobilisation des citoyens pour renforcer l'Etat.

Il est intéressant de noter que malgré son énorme arriération sociale, la bourgeoisie iranienne fait mieux que les républicains français de 1848 et tente de marcher dans la même voie que l'Europe « avancée », l'Islam suivant ici, vis-à-vis du prolétariat, la voie contre-révolutionnaire ouverte par la social-démocratie allemande en 1918-19, et faisant même des incursions significatives dans celle que le fascisme a déjà menée jusqu'au bout. La moyenne et petite bourgeoisie traditionnelle du Bazar qui pousse dans ce sens peut bien encore tenter d'imprimer au mouvement un côté populaire et même parfois plébéien. Elle a beau invoquer l'Islam et le droit coranique pour élever une digue contre les lois du capitalisme, elle ne fait que démontrer son impuissance historique à faire une révolution qui lui soit propre. Croyant acheter les bonnes grâces du grand capital en l'aidant à briser dans l'œuf la naissance du mouvement prolétarien, elle ne fait que signer son arrêt de mort : « Le capital, c'est la concentration » !

Quels que soient les soubresauts dans ces couches plébéiennes que pourra provoquer la chute inévitable de ces illusions, le prolétariat ne pourra en profiter que s'il parvient à se rendre, avant leur déchainement même, suffisamment indépendant du Bazar et à avancer à cette occasion ses revendications propres. Mais la marche des événements découvre cha-

que jour davantage le secret de la « révolution islamique » qui détourne la lutte populaire dans le sens du blindage de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat, le parti islamique cherche à reprendre à la classe ouvrière l'espace qu'elle a conquis par l'insurrection. Ce sont les comités islamiques qui tentent de remettre aux femmes le tchador dont elles ont conquis l'abandon par leur entrée massive dans les bagnes industriels, avant leur participation courageuse aux manifestations et à l'insurrection. Ce sont les comités qui tentent de s'opposer à toute expression des intérêts prolétaires par une presse syndicale et politique indépendante, ce sont eux qui mènent la bataille contre l'organisation sur le terrain de classe. Cette bataille menée avec toutes les ressources de la démagogie religieuse et du mensonge de l'idéologie nationale n'est que le prélude à la tentative d'assaut militaire aux groupes armés (politiques ou non) qui sont la seule garantie de maintenir les maigres armes organisatives conquises par l'insurrection.

Quelle que puisse être l'issue d'un éventuel affrontement ouvert, où il n'est pas du tout dit que la classe ouvrière et les masses plébéiennes, qui ont mené un an de lutte opiniâtre en bravant si magnifiquement la mort, se laissent dépouiller de tout sans déployer de nouveaux trésors d'énergie révolutionnaire (6), les événements d'Iran sont pour la

(6) Voici les paroles d'un chômeur rapportées par *Le Monde* du 5-5-79 : « Nous avons fait la révolution avec nos épaules. Nous y croyons. Malheureusement des opportunistes, militants post-révolutionnaires, confisquent cette révolution au détriment des travailleurs ». En juillet 1930, bourgeois et ouvriers parisiens firent bras dessus bras dessous le

classe ouvrière du monde entier d'une importance capitale parce qu'ils élargissent brutalement le champ des affrontements ouverts vers lesquels, par de profondes déterminations historiques, la bourgeoisie et le prolétariat sont irrésistiblement poussés.

Pour sortir plus forte de cette lutte, la classe ouvrière a besoin de son parti de classe, et la condition de sa greffe dans le mouvement social iranien, c'est la lutte théorique, programmatique et politique contre le démocratisme petit-bourgeois qui maintient encore dans une sorte de magma indifférencié la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, démocratisme qui ne saurait en tout état de cause répondre aux exigences même immédiates d'une lutte prolétarienne conséquente même à supposer qu'il soit encore capable d'élans révolutionnaires (7).

coup de feu. Les prolétaires s'imaginaient que la seule revendication des libertés bourgeoises leur apporterait l'émancipation. Entrèrent alors en scène Laffitte, Thiers et Lafayette qui, sous les plis du drapeau tricolore, firent au peuple la surprise de la monarchie. Le premier souci fut de désarmer les ouvriers et de les priver des fruits de la victoire. Alors eut lieu le premier soulèvement ouvrier à Lyon en 1831. De nombreux autres eurent lieu dans la décennie qui suivit, tandis que le mouvement ouvrier atteignait son point culminant en Angleterre avec les chartistes. C'est dans ces épisodes glorieux que la classe ouvrière sentit peu à peu le besoin des luttes pour ses buts propres. C'est ce qu'elle tenta de faire en février 1848, bien qu'avec un programme et des méthodes inadéquates.

(7) Ce sera l'objet d'une prochaine série d'articles qui devra notamment mettre en évidence l'opposition programmatique entre le mouvement le plus extrême de la petite bourgeoisie, les Fedayin-Khalq, et le parti marxiste révolutionnaire.

Grèves oubliées en Iran

Fin février, les ouvriers d'une usine pharmaceutique de Téhéran se sont mis en grève. L'affaire a fait du bruit puisqu'à la radio, qui ne dit habituellement rien de rien, le gouvernement iranien a dû consacrer une réunion à se justifier.

Les ouvriers réclament seulement qu'on leur verse leurs salaires que le patron refuse de payer en arguant de la situation économique du pays. Pour le forcer à payer, les ouvriers l'ont attaché avec des cordes.

Des émissaires de Bani Sadr sont venus pour tenter de le libérer. En vain. Il ne restait devant la fermeté des ouvriers qu'à chercher à les déloger par la force. Quelques heures plus tard, les gardiens de la révolution islamique sont arrivés à leur tour, mais cette fois avec leurs armes, en Range Rover militaire. Ils ont entouré l'usine et tiré en l'air. Les ouvriers ne se sont pas laissés intimider et des affrontements ont eu lieu.

Malgré la résistance des travailleurs qui ont démolé les voitures des gardiens, ces derniers se sont emparés des bureaux en ouvrant le feu sur les ouvriers. La radio aurait fait état d'une douzaine de blessés.

De tels événements ne sont pas isolés. En décembre, une puissante grève a eu lieu dans une aciérie d'Abadan. Les ouvriers, à côté de revendications comme la nationalisation de l'entreprise, réclamaient aussi le salaire aux chômeurs, une augmentation des salaires et la titularisation immédiate de tous les hors-statut.

Fin janvier, les ouvriers d'une usine ont réagi à la mort d'un camarade de travail provoquée par un accident et s'en sont pris aux gérants et au patron. Le chef du « conseil ouvrier islamique » est intervenu pour protéger ces derniers : l'accident du travail n'était pas dû au patron, mais à la « volonté de Dieu » ! Les ouvriers ne l'ont pas cru, et se sont mis en grève pour une meilleure sécurité dans l'usine et « la suppression des gérants et des patrons » !

Fin février, il y a eu, toujours à Abadan, une manifestation d'ouvriers actifs, de licenciés et de jeunes chômeurs.

Bani Sadr aura beaucoup à faire pour convaincre la classe ouvrière de sa « dialectique de la non-contradiction » !

Le Prolétaire n° 308

el-oumami n° 8 (mars 1980)

En langue française :

- Pas d'« issue nationale » à la crise du capitalisme !
- Le capitalisme algérien à l'heure des « bilans ».
- La santé se porte bien en Algérie.
- La signification des événements de Gafsa.
- Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui.
- L'impérialisme russe en Afghanistan.
- Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- C'est le capitalisme qui engendre la famine !

- Bilan des luttes anti-coloniales.
- L'extrême gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.

En langue arabe :

- Golfe : une sonnette d'alarme pour eux et pour nous.
- Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe.
- Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratisme petit-bourgeois.
- L'intervention russe en Afghanistan.

III

L'opposition entre communisme et démocratie dans la lutte sociale

(« Le programme des Fedayin iraniens, ou les limites du démocratisme ». Extrait de *Programme Communiste* n° 81)

Le prolétariat n'ayant, dans la lutte sociale, « rien à perdre que ses chaînes », il est naturellement poussé à sympathiser avec les partis les plus extrêmes qui existent. C'est la raison pour laquelle la greffe du parti prolétarien sur le mouvement social est conditionnée par la lutte théorique et pratique contre les partis de l'opposition démocratique, en particulier ceux qui, comme en Iran, avancent contre le gouvernement issu des journées de février des revendications intéressant le prolétariat, et surtout appellent à « poursuivre la révolution », les armes à la main le cas échéant.

Sans doute est-il encore trop tôt pour donner une appréciation exacte de la nature et des potentialités de

la myriade des groupes iraniens. Il apparaît toutefois, à la lumière des renseignements qui percent dans la presse bourgeoise, que les partis de l'opposition « démocratique » constituent un tissu plus ou moins continu allant des groupes parlementaires et constitutionnalistes aux groupes guérilléristes, sans parler des groupes maoïstes et trotskystes, et ce par deux filières : l'une religieuse, qui part des groupes proches des ayatollahs dits « progressistes » pour arriver au *Moudjahidin* ; l'autre, laïque, reliant la gauche du front national et le front démocratique aux *Fedayin*, ce qui ne l'empêche pas d'avoir des points de contact avec les mollahs. Cette dualité semble refléter grossièrement la distinction

entre la petite bourgeoisie classique, plus proche du Bazar et de la « tradition », et les couches moyennes salariées, liées à la marche du capital international et donc plus « modernistes » et « occidentalisées », au grand dam de l'intégrisme chiite. C'est par ces deux filières que le prolétariat est touché.

De notre point de vue, la tendance la plus intéressante est celle des *Fedayin* (*Fedayin Khalq* ou *Fedayin* du peuple, plus exactement l'Organisation des Guérilleros *Fedayin* du Peuple Iranien, OGFPI) qui se situe

à l'aile extrême de la branche laïque, se prétend « marxiste-léniniste » mais refuse l'obédience de Pékin et de Moscou, et possède une tradition de lutte armée contre le régime qui lui vaut une réelle sympathie dans la population. Elle a naturellement participé à l'insurrection de février et refuse de déposer les armes à l'appel de Khomeiny, ce qui lui a valu d'être particulièrement visée par l'attaque des milices islamiques et autres « gardiens de la révolution » qui se sont emparés de son siège à la mi-août.

Les revendications immédiates et la question agraire (1)

Nous disposons malheureusement de peu de documents, mais ils donnent cependant une idée de l'orientation de ce parti. Son "Projet minimum" (2) contient des revendications théoriquement communes à toutes les classes, comme l'abolition des privilèges de la Cour et de l'impérialisme, les revendications des libertés politiques (réunion, manifestation, association, presse, l'abolition des discriminations liées au sexe, à la nationalité et à la religion, toutes revendications qui pour être "démocratiques", c'est-à-dire interclassistes, intéressent particulièrement la classe ouvrière et à la satisfaction desquelles est liée sa liberté de mouvement et le renforcement de ses rangs.

Mais si ce document avance des revendications concernant l'ensemble des couches populaires,

un seul paragraphe en revanche concerne les revendications *spécifiquement ouvrières* : le projet se prononce pour "l'annulation de toutes les lois anti-ouvrières et anti-démocratiques, la dissolution de toutes les organisations falsifiées et anti-ouvrières, (la reconnaissance officielle des) véritables conseils ouvriers" (3). Il est clair que ces revendications sont d'un

(1) Le chapitre que nous insérons ici dans l'article repris de *Programme Communiste* n° 81 intitulé "Le programme des *Fedayin*" iraniens, ou les limites du démocratisme", a paru dans *el-oumami* n° 7 sous le titre "Les *Fedayin*, les revendications immédiates et la question agraire".

(2) *Projet minimum*, du 14/2/79.

(3) *Projet minimum*, point 5 - e *ibid.*, p. 6.

grand intérêt pour la classe ouvrière, mais le prolétariat a d'autres revendications immédiates notamment économiques.

On peut rappeler que le "Programme minimum" du Parti bolchévik, qui s'affirmait d'emblée parti ouvrier correspondait, comme le déclarait Lénine, à celui d'une révolution anti-féodale et bourgeoise, et non encore économiquement socialiste, même si le prolétariat, en prenant la tête, devait en faire une révolution prolétarienne ayant des caractères politiques authentiquement communistes ; cependant, le bon tiers des revendications concerne les revendications économiques et, en premier lieu, "la limitation de la journée de travail à huit heures pour les ouvriers salariés" (4).

Le peu d'importance accordé dans le "Projet minimum" aux revendications *spécifiquement ouvrières* est donc un bon indice du caractère démocratique, populaire et non prolétarien du programme des *Fedayin*.

Ceci est entièrement confirmé par la partie agraire du "Projet minimum". Ce dernier revendique d'abord "l'annulation des dettes et des engagements monétaires des ouvriers, des paysans, des artisans et des employés aux banques et aux établissements gouvernementaux" (5). Il affirme

(4) Lénine, "Projet de programme du parti ouvrier social-démocrate de Russie", 1902, *Oeuvres*, t. 6, p. 24. Pas une revendication économique dans le programme des *Fedayin*, alors que la proportion des salariés de l'agriculture et de l'industrie dans la population totale est 6 à 7 fois plus grande dans l'Iran de 1979 que dans la Russie de 1902 !

(5) *Projet minimum*, point 5 - f, *ibid.*, p. 6.

également : "Les sociétés anonymes d'agriculture, les sociétés agro-industrielles et autres établissements comparables doivent être confiés tout de suite à leurs employés et aux paysans. Les terres qui ont été usurpées par le régime du Chah doivent être sans condition retournées aux paysans. Nous voulons une véritable Réforme Agraire démocratique" (6).

Passons sur la gestion des sociétés par les employés et les paysans, qui est dans la conception marxiste une mesure transitoire utile vers la centralisation de l'économie par l'Etat prolétarien, mais qui se révèle être un mensonge et un piège tant que l'Etat reste bourgeois. La "suppression des dettes et engagements" est une revendication du plus haut intérêt étant donné que la fameuse "révolution blanche" a "débarrassé" les paysans des féodaux en faisant payer aux paysans la propriété de la terre qu'ils avaient toujours cultivée, au point qu'une bonne partie des familles paysannes est encore au moins pour deux ans contrainte à de substantielles redevances envers l'Etat. Quant à la "récupération des terres usurpées", même si cette revendication correspond à une tendance réelle de la paysannerie et à une indéniable portée révolutionnaire, elle paraîtra bien insuffisante au prolétariat : en effet, selon les statistiques officielles de 1960, c'est-à-dire à la veille de la réforme agraire, 26,3% des familles exploitantes possédaient moins de 1 ha (493 000 exactement sur 1 877 000) et 65,2% moins de 5 ha (soit 1 223 000 familles) ; si l'on ajoute à cela, hormis un million de salariés agricoles permanents, une masse flottante d'un bon million de paysans sans terre, tour à tour happés et rejetés sur le

(6) *Projet minimum*, point 5 - g, *ibid.*, p. 6.

marché du travail agricole et l'industrie du bâtiment dans les villes, mais que la crise a dû faire refluer en bonne partie vers les campagnes, on voit que la masse de la population paysanne et semi-paysanne, le semi-prolétariat et la paysannerie pauvre ne sont pas aussi essentiellement touchés par une telle revendication que ne le sont la paysannerie moyenne et surtout riche, même si les maigres terres de nombreuses familles pauvres ont été incorporées de force dans le secteur coopératif ou de l'agriculture d'Etat depuis 1974

La revendication centrale du parti prolétarien en matière agraire est celle de la nationalisation de la terre. Cette revendication n'est nullement socialiste en elle-même, elle est parfaitement compatible avec le capitalisme, mais elle représente la revendication anti-féodale la plus radicale du point de vue bourgeois. Il est d'ailleurs certain que dans l'Iran d'aujourd'hui, seule cette nationalisation permettrait d'en finir avec les restes féodaux là où ils existent encore et d'exalter l'énergie révolutionnaire des masses paysannes pauvres et des paysans sans terre qui, s'ils sont abandonnés à leur triste sort, pourraient fort bien voir leurs énergies canalisées et volatilisées dans des conflits purement nationaux et religieux.

Cet "oubli" des intérêts des larges masses paysannes, ou plus exactement, leur subordination à ceux de la "paysannerie en général" qui n'est rien d'autre que la paysannerie riche, apparaît clairement dans le passage suivant : "Pour empêcher et compenser la misère des paysans, il faut effectuer des démarches urgentes pour soutenir les produits agricoles intérieurs et empêcher l'importation des produits semblables" (7).

(7) Projet minimum, point 5 - *ibid.*, p. 8.

C'est un fait que la politique agraire de l'ancien régime depuis 1974 a consisté à imposer massivement le blé afin de maintenir un approvisionnement à bon marché de la masse des salariés, ce qui a eu pour effet de projeter dans la gêne une bonne partie de la paysannerie riche et moyenne qui avait été au départ la véritable bénéficiaire de la "révolution blanche" dans les campagnes (8). Sans doute ne peut-on pas empêcher dans une situation aussi catastrophique un gouvernement, quel qu'il soit, de limiter les importations, au moins afin d'éviter une débâcle économique totale. Il est clair cependant qu'une telle mesure ne toucherait que de façon incidente la paysannerie pauvre et les paysans sans terre qui n'ont, eux, que peu ou pratiquement rien à vendre sur le marché et que, si elle a pour effet immédiat de diminuer le pouvoir d'achat des salaires ouvriers, cette mesure ne saurait préserver les masses paysannes pauvres et sans terre de la ruine et de la misère, absolument inévitables sur le terrain du capitalisme. Jamais le prolétariat ne pourra donc faire une telle promesse au paysan : tout au plus pourra-t-il lui promettre qu'un gouvernement prolétarien mettra tout en oeuvre pour lui éviter au maximum la misère et les souffrances provoquées par le passage de la vieille agriculture à la nouvelle et par son déplacement vers l'industrie.

C'est bien une caractéristique du démocratisme et du socialisme petit-bourgeois que d'insister sur les revendications communes à toutes les classes et notamment à la petite bourgeoisie et au prolétariat et de les mettre en avant, comme l'a magis-

(8) La fameuse loi de 1974 sur les "pôles de développement ruraux" prévoit la liquidation des exploitations de moins de 20 ha !

tralement démontré Engels (9), au détriment des revendications spécifiquement ouvrières. Le prolétariat ne nie pas pour sa part que certaines revendications soient communes à plusieurs classes, mais il met d'abord en avant les revendications propres au prolétariat et, ensuite seulement, avance les revendications qui touchent plusieurs classes, et cela, il le fait non pas du point de vue "du peuple en général" - qui est celui de la petite bourgeoisie - mais de son point de vue de classe.

En ce qui concerne la paysannerie que le prolétariat ne confond nullement avec la petite

(9) Voir Engels, La question du logement, 1972, Ed. Sociales, Paris 1957, et notamment les pages 87-89.

bourgeoisie urbaine, à laquelle il donne d'autres potentialités historiques non seulement dans la lutte contre l'ancien régime, mais même dans la lutte contre l'Etat bourgeois, il s'intéresse avant tout, pour ne pas parler du prolétariat agricole qu'il considère naturellement comme faisant partie de sa classe, à la masse des paysans pauvres et sans terre, c'est-à-dire au semi-prolétariat rural.

Ces considérations suffisent pour démontrer que le programme des Fedayin se place d'un point de vue diamétralement opposé : il prétend mettre en avant les intérêts du "peuple", mais ce dernier est divisé en classes et il ne fait qu'idéaliser l'intérêt du petit-bourgeois au détriment des masses ouvrières, plébiennes et paysannes pauvres.

Faut-il réformer l'Etat ou le détruire ?

Que la « révolution islamique » n'ait pas substantiellement modifié l'Etat en place mais se soit contentée d'en changer la tête, ce fait est confirmé non seulement par la presse impérialiste, mais encore par toute la littérature démocratico-constitutionnaliste iranienne (1).

(1) C'est ainsi qu'on peut lire dans Le Monde du 24-2-79 : « Selon les experts militaires, la purge des généraux, dont beaucoup étaient âgés ou avaient été choisis moins en raison de leur compétence que de leur servilité envers le Shah sera bénéfique après une période de flottement, ce « dégraissage » permettra à l'Etat de disposer d'un corps

Selon l'analyse du *Projet minimum* des Fedayin, « l'armée mercenaire et antipopulaire est l'obstacle principal devant la continuité [il s'agit sans doute de la « poursuite »] de la révo-

plus homogène et mieux structuré ». Selon Le Monde du 14-8-79, les réseaux de la CIA, du Mossad israélien et de la SAVAK « seraient — selon une opinion très répandue, notamment parmi les officiers d'active — quasiment intacts ».

Un membre de la gauche du Front national comme Ahmad Faroughy a donc pu reprendre le proverbe iranien selon lequel « ce n'est pas en coupant la tête du ver qu'on le tue ». (Interview au Quotidien du Peuple du 23-3-79).

lution jusqu'à la victoire finale ». Ce groupe se prononce en faveur d'une « armée populaire » qui « doit être créée par la création (?) des organisations armées de défense et de résistance populaires. Les cadets de l'armée de l'air, les soldats, les officiers, les gradés inférieurs patriotes qui ont quitté les rangs de l'armée anti-populaire, ont lutté dans les barricades sanglantes contre la Réaction, participeront à l'éducation militaire et à l'organisation des forces armées populaires et par leur conseil élu, joueront un rôle important dans l'administration de la direction de l'armée » (2).

La question qui se pose dès lors est de savoir quelles sont les conditions de la constitution d'une armée nouvelle. La réponse du marxisme ne saurait prêter à aucune équivoque : une telle armée ne peut être que le résultat d'une nouvelle insurrection, mais poussée cette fois, grâce à un parti réellement instruit de ses tâches révolutionnaires, jusqu'à la destruction complète, jusqu'à l'anéantissement de la vieille hiérarchie militaire (3).

Or, les Fedayin ne semblent pas envisager une nouvelle insurrection. Au contraire, voici même ce qu'a pu déclarer un représentant de cette organisation : « l'affrontement entre les forces de gauche et les forces

(2) Nous citons d'après la brochure en langue française intitulée *Quelques points de vue à propos des problèmes actuels de la révolution iranienne*, datée du 1-5-79, qui contient notamment un texte appelé « Une partie du Projet minimum de l'OGFPI à propos des responsabilités du gouvernement provisoire révolutionnaire », daté du 14-2-79. C'est de ce texte que sont tirées les citations qui suivent du *Projet minimum*.

(3) Voir à ce sujet l'article intitulé « Pour la révolution, il faut le parti », paru dans le *Prolétaire* n° 284.

réactionnaires musulmanes pourrait déboucher sur une guerre civile. J'espère qu'on n'en arrivera pas là, mais le danger existe. Ce qui est probable, c'est que l'impérialisme profitera de cette situation. La solution, c'est un gouvernement de coalition nationale qui peut sortir le pays de l'ornière » (4).

La seule voie indiquée pour la création de cette « armée populaire » est l'élection de la direction de l'armée « par des conseils de soldats, caporaux, cadets de l'air et élèves officiers » (5). Assurément, le principe électif peut être un moyen utile pour décomposer la vieille armée et démanteler la hiérarchie militaire, mais seulement en liaison avec l'insurrection, comme l'ont montré la Commune de Paris et la Révolution russe. Hors de cette perspective, il n'est au mieux qu'un vœu pieux, au pire une formidable duperie contre-révolutionnaire.

Le risque que présente en Iran cette revendication détachée de la préparation d'une nouvelle insurrection, c'est le passage des « organisations

(4) Interview au *Quotidien du peuple* du 22-3-79.

(5) *Kar (Labour)* n° 1 (non daté). Ce bulletin qui paraît en Grande-Bretagne reprend en anglais des extraits de l'organe des Fedayin à destination des ouvriers et intitulé lui-même *Kar*. On remarque ici qu'ont disparu les « organisations armées de défense et de résistance populaire » et il en ressort que cette « armée populaire » n'est conçue que comme une démocratisation du commandement et non comme « la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes », revendication traditionnelle du mouvement prolétarien dans la révolution démocratique elle-même, comme ce fut le cas pour la Ligue des Communistes dans l'Allemagne de 1848 et pour le parti bolchevik en Russie (voir notamment son programme de 1902, Lénine, *Œuvres*, tome 6, p. 23).

armées de défense et de résistance populaires » sous le contrôle de la hiérarchie militaire, bref la solidification de l'armée bourgeoise par l'apport d'un sang nouveau.

C'est exactement de la même manière que les Fedayin avancent la revendication de la Constituante : « le gouvernement provisoire doit appeler notre peuple aux élections du parlement constituant et [l'appeler à] choisir le nouveau système gouvernemental du pays » (*Projet minimum*). Est-il besoin de dire là aussi que, sans démolition de la machine de l'Etat, la Constituante n'est qu'une tromperie que les classes dominantes tiennent en réserve pour paralyser la révolte des masses le jour où l'Islam ne serait plus capable de l'endiguer ? (6)

Or la destruction de l'Etat en place est une nécessité vitale pour le mouvement prolétarien, ne serait-ce que pour réaliser les revendications qui sont théoriquement contenues dans le programme « démocratique » et « anti-impérialiste ». C'est notamment le cas de la question des nationalités, qui est d'une extrême importance non seulement en Iran, comme le confirme tragiquement la répression des minorités kurde et arabe en particulier, mais dans tout le Moyen-Orient. Il n'est pas besoin d'autre exemple que la sauvagerie avec laquelle Khomeiny a lancé l'armée et ses prétendus « gardiens de la révolution » sur la minorité kurde, pour

(6) Coupée de la perspective d'une insurrection, la revendication de la Constituante présente un Iran un caractère réformiste et non révolutionnaire. Bien plus : si, comme nous le pensons, la destruction de l'Etat en place ne peut être le résultat que d'une révolution prolétarienne instaurant la dictature d'un Etat prolétarien, la revendication d'une Constituante prendrait vis-à-vis de ce nouvel Etat un caractère directement contre-révolutionnaire.

se convaincre que l'Etat iranien conserve intacte sous la république islamique la tradition plus que millénaire d'oppression farsî des populations allogènes.

A propos des minorités nationales, le *Projet minimum* proclame : « toute discrimination dans ce domaine doit être supprimée. Dans l'Iran libre et démocratique tout le monde doit être libre et vivre librement sa religion, sa langue, et sa culture nationale » (point 5-j). Mais comment est-il possible d'éliminer l'oppression dont sont victimes les minorités nationales en Iran, une oppression dont l'habitude est totalement incrustée dans la machine militaire, policière et bureaucratique de l'Etat, sans la liquidation complète de cette machine par la violence révolutionnaire ? Et comment est-il possible de combattre le chauvinisme parmi les masses ouvrières persanes sans l'agitation la plus persévérante et la plus tranchée pour le droit à la séparation des minorités nationales opprimées, seule condition pour réaliser, sur les décombres de l'ordre établi, l'union librement consentie des différentes nationalités et, plus immédiatement encore, cette union des rangs prolétariens qui est indispensable à la victoire sur l'Etat oppresseur et l'impérialisme ? (7)

(7) Il est à noter que « les Fedayin reconnaissent le droit à l'autodétermination mais non pas le séparatisme. Dans un premier temps, les différentes nations iraniennes doivent participer à la libération de l'Iran, puis, dans une deuxième étape, chaque minorité nationale doit accéder à l'autonomie par des élections et pouvoir parler aussi sa propre langue, pratiquer sa propre religion et diffuser sa propre culture » (voir l'interview déjà citée parue dans le *Quotidien du peuple* du 22-3-79).

Pour le marxisme, il est clair que dans le cas où les intérêts internationaux ne poussent pas à considérer la séparation comme souhaitable, les sec-

La nécessité de détruire l'Etat en place apparaît aussi clairement en ce qui concerne la question religieuse. On sait que les revendications de liberté religieuse font habituellement partie du programme « démocratique », et elles sont en effet indispensables pour liquider les vieux restes féodaux, le pouvoir du clergé et les préjugés liés à l'abrutissement dû à son influence, et en particulier pour lutter contre l'oppression particulièrement aiguë de la femme. Mais elles sont également importantes pour réaliser la libre union des nationalités, si l'on sait que les minorités kurde et arabe sont d'obédience sunnite et non chiite, et surtout pour souder l'union des rangs prolétariens contre l'Etat. Il est évident qu'en Iran comme dans tout le Moyen-Orient, la bourgeoisie a laissé là en héritage une lourde tâche au prolétariat et à son parti qui doit, tout en se gardant de froisser stupidement le sentiment religieux des masses, leur permettre de dépasser, à travers la lutte sociale, l'obscurantisme religieux sur lequel s'appuie désormais la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe.

Or le fameux *Projet minimum* se contente de proclamer que « tout le monde doit être libre et vivre librement avec sa religion » (point 5-j), ce que même un Chariat-Madari ou

tions locales du parti se doivent de ne pas avancer le mot d'ordre d'indépendance parmi les minorités opprimées, comme elles s'en sont abstenues dans la Pologne du début du XX^e siècle, qu'elle fût sous domination allemande, autrichienne ou même russe ; mais une telle hypothèse ne saurait dispenser le parti prolétarien du devoir absolu d'agir parmi les prolétaires des nationalités privilégiées et oppresseuses le mot d'ordre du droit à la séparation (comme c'était le cas au début du siècle pour les communistes révolutionnaires allemands, autrichiens et russes vis-à-vis de la Pologne).

un Bakhtiar pourrait dire ! De plus, le groupe pousse l'aveuglement jusqu'à proposer un « soutien » contre la « réaction religieuse » à Bazargan (8) alors que celui-ci représente précisément un gouvernement indéniablement responsable d'intolérance et d'oppression religieuses.

Mais puisqu'ils ne jugent pas nécessaire de détruire l'Etat en place, il ne reste aux Fedayin qu'à chercher à le rendre perméable aux requêtes « populaires ». C'est la raison de la revendication (en commun avec les Moudjahidin) de la « participation des conseils ouvriers et des Comités de base au Conseil révolutionnaire ». Le *Projet minimum* explique ainsi cette exigence : « la force réelle de la Révolution est la force populaire. Le pouvoir de la Révolution est le pouvoir des millions de combattants et grévistes qui ont renversé le gouvernement militaire du Chah, et dresse le drapeau de la Révolution dans les barricades sanglantes. Ainsi le Conseil de la Révolution doit être créé [?] avec la participation des comités et des foyers de grévistes, c'est-à-dire la participation de leurs représentants élus. Les représentants des travailleurs et des ouvriers [des] villes et [des] villages, des employés, des commerçants, des universitaires, des enseignants, du clergé et des intellectuels doivent participer à ce Conseil » (point 4).

Il est clair que cette revendication qui couronne toute la vision des Fedayin (puisque selon eux le Conseil révolutionnaire doit désigner le gouvernement provisoire, lequel a pour

(8) « Nous soutiendrons les démarches démocratiques du gouvernement de Mer Bazargan, et cela dans le but de limiter les actions de ces éléments inconscients », peut-on lire dans une « interview d'un journal iranien avec un camarade fedayin » publiée par les Fedayin, *ibid.*, p. 16.

fonction de satisfaire toutes les revendications et en premier lieu la dissolution du parlement et de l'armée), est exactement à l'opposé des besoins révolutionnaires des prolétaires et des masses exploitées. Alors que leurs revendications ne peuvent être satisfaites que par la lutte ouverte contre l'Etat en place, le gouvernement et le Conseil révolutionnaire (secret !) de Khomeiny, les Fedayin revendiquent leur participation au Conseil comme gage de la poursuite de la Révolution.

Pour le reste, il faut pousser, si besoin est avec une pression exercée par le bas, à réaliser les réformes indispensables. Cette position est clairement exprimée quand le *Projet minimum* déclare : « durant cette Révolution notre peuple a affirmé les luttes et les justes démarches de l'Ayatollah Khomeiny pour le renversement du Régime et contre l'imperialisme et ses valets intérieurs. Avec toute notre force, nous soutenons ces démarches » (point 2).

Programme démocratique et programme communiste

Nous avons jusqu'ici admis, au moins lorsqu'il s'agissait de faire ressortir la différence de principe et de programme entre le communisme et la démocratie, l'hypothèse des Fedayin selon laquelle nous serions en Iran en présence d'une révolution démocratique anti-imperialiste clas-

Il est clair que cette attitude qui consiste à soutenir un gouvernement dans la mesure où il prend des mesures qui intéressent les masses exploitées est exactement le piège où ne doit pas tomber le prolétariat, qui ne peut accepter ces concessions d'une main qu'à la condition de garder de l'autre le fusil pointé sur le dispensateur intéressé de concessions. Il est d'ailleurs parfaitement clair, surtout après les événements de ces derniers mois, que ces promesses ont beaucoup plus contribué à désarmer les prolétaires et les masses exploitées qu'à aider à la lutte contre les « éléments inconscients » qui travaillaient d'ailleurs avec Bazargan contre les mouvements de révolte des ouvriers, des paysans pauvres et des minorités nationales (9).

(9) Voir : « En Iran se creuse le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat », *Le Prolétaire* n° 291 et 292.

sique, c'est-à-dire en présence d'événements comparables à ceux de 1949 en Chine, ou de 1954-1962 en Algérie, ou encore de 1975 en Angola.

[Or, nous avons répondu négativement à cette question : notre avis est que nous sommes à la fin du cycle bourgeois que la prétendue « révolution islamique »

vient clore sans cependant apporter une solution valable aux problèmes que les masses exploitées et prolétarisées étaient cependant en droit d'attendre du cycle de la révolution « anti-impérialiste et démocratique » (1)]

La caractéristique du mouvement social actuel en Iran réside dans le fait que la gigantesque explosion sociale à laquelle la participation de la petite-bourgeoisie opprimée donne un caractère éminemment populaire, se produit sur la lancée d'une vague ascendante de huit années de luttes ouvrières (2). Cette vague a peu à peu communiqué son ardeur aux masses prolétarisées et plébéiennes et, à la faveur de la crise internationale et de ses répercussions dans les capitalismes périphériques, à l'ensemble de couches urbaines et rurales, dont le heurt avec le régime devenait dès lors inévitable.

Cela se reflète naturellement dans la conscience que le mouvement a de lui-même, et en particulier chez les groupes guérilléristes. Ceux-ci reconnaissent bien à la classe ouvrière une force sociale plus grande ; mais les revendications qu'ils mettent en avant représentent, précisément parce qu'elles se veulent *dénominateur commun* de toutes les classes du « peuple », les intérêts des classes qui se trouvent entre les classes historiquement antagoniques, c'est-à-dire les intérêts des classes et couches petites-bourgeoises.

Certains de ces groupes — c'est très probablement le cas des Fedayin dont nous venons d'examiner le pro-

(1) Dans le texte de la revue Programme Communiste n° 81 figurait ici une partie dont l'essentiel se trouve repris dans la première partie de cette brochure sous le même titre L'Iran dans la vision marxiste.

(2) Voir à ce sujet « La classe ouvrière iranienne avant les journées de février » dans *Le Prolétaire* n° 288.

gramme — expriment un certain radicalisme des masses paysannes. Ils peuvent même, au moins dans leurs ailes extrêmes, se faire l'écho de la combativité des masses ouvrières et plébéiennes des villes et des campagnes, ainsi que des fractions de la petite-bourgeoisie entraînées dans leur sillage. Mais les conditions politiques ambiantes, à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, n'ont pas encore permis à ces franges les plus radicalisées de dépasser un programme qui, comme nous avons essayé de le démontrer, correspond à la vision tout à fait caractéristique de la petite bourgeoisie, qui voudrait arrêter l'histoire à son stade bourgeois et s'imaginer pouvoir pousser l'Etat vers une sorte de capitalisme bien huilé et idéalisé, au moyen de réformes que les masses auraient pour seule mission d'appuyer, par la violence s'il le faut. C'est là une vision particulièrement catastrophique dans le cas de l'Etat iranien, trop imprégné de traditions d'oppression et de répression pour pouvoir subir la moindre réforme sérieuse intéressant les masses.

De tels programmes sont totalement incapables de fournir un débouché positif à l'énergie révolutionnaire des masses prolétariennes des villes et des campagnes et des fragments des couches moyennes qu'elles entraînent nécessairement dans leur sillage. En revanche, en prônant le compromis avec la bourgeoisie et son Etat encore investis d'une « mission historique progressive » démocratique et anti-impérialiste, ils sont tout à fait susceptibles de paralyser les masses et de les livrer sans défense aux coups mortels de leurs ennemis, l'Etat national et ses maîtres impérialistes.

Le phénomène politique du guérillisme de type Fedayin démontre bien par conséquent, en même temps que les limites du démocratisme petit-

bourgeois, l'urgence de la greffe du parti prolétarien de classe sur le mouvement social. Plus que jamais, après la terrible et interminable parenthèse historique constituée par la contre-révolution stalinienne, le prolétariat doit seul revendiquer l'initiative historique. Il doit le faire naturellement dans les centres impérialistes et les aires de plein capitalisme. Mais il doit le faire aussi dans les aires où la vague anti-impérialiste du second après-guerre arrive à sa fin et où il est désormais la seule classe à pouvoir faire avancer sérieusement l'ensemble de la société, en tranchant en particulier les nœuds de la question des nationalités, de la question agraire, des restes d'oppres-

sion féodale désormais au service de l'exploitation capitaliste, et surtout en préservant les masses urbaines et rurales de la misère où les précipite chaque jour davantage la crise capitaliste mondiale. Il ne peut le faire qu'en se préparant à conquérir le pouvoir pour lui-même.

Dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat : il n'y a pas de milieu. Les révolutionnaires issus de la petite-bourgeoisie se trouveront toujours davantage confrontés à ce choix : ou se soumettre à la bourgeoisie et à l'impérialisme, ou se placer du point de vue du prolétariat et de son parti pour la révolution communiste mondiale.

Publications en langue arabe

Série "Les textes du Parti Communiste International"

1. THESES CARACTERISTIQUES DU PARTI

Thèses caractéristiques du parti (Bases d'adhésion), 1951 - Thèses du 11 Congrès de l'I.C. sur la question nationale et coloniale, 1920 6 FF

2. PARTI ET CLASSE

Thèses de l'I.C. sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne, 1920 - Parti et classe, 1921 - Parti et action de classe, 1921 - Le principe démocratique, 1922 - Dictature prolétarienne et parti de classe, 1951 ...en préparation

Série "El-oumami"

1. DEFENSE DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE ET PARTI DE CLASSE

Socialisme scientifique contre socialisme petit-bourgeois - Pour le parti ouvrier indépendant - Ce qui distingue notre parti 6 FF

Extrait de l'article : « De Turquie, un nouvel encouragement à reprendre la guerre de classe », Le Prolétaire n° 308

Une des erreurs communes dans l'évaluation de la signification et de la portée véritables de la crise mondiale du capitalisme est de la juger au seul étalon des conditions de vie et de travail dans les métropoles impérialistes ou, plus généralement, dans les pays qui sont industrialisés de longue date et en profondeur. Ce sont au contraire les aires « émergentes » de la planète, les pays qui ont tout juste fait leur révolution nationale-démocratique ou qui, comme c'est le cas de la Turquie, récoltent aujourd'hui pleinement les fruits dorés de la révolution bourgeoise désormais vieille d'une demi-siècle, qui nous permettent vraiment de « tâter le pouls » de la crise sociale qui se développe globalement et d'en mesurer la profondeur exacte.

C'est là que les sommets de l'exploitation de la classe ouvrière tout juste née du bouleversement de l'économie agraire traditionnelle se combinent avec ceux de l'oppression et de la répression exercées par un Etat que les exigences de l'accumulation accélérée du capitalisme obligent à être au plus haut degré centralisateur, cuirassé, policier, et par une société qui ne peut pas se permettre le luxe d'amadouer la classe exploitée avec des « réformes de structure », des « garanties » et des « prébendes ». C'est là que la crise économique s'abat sur des structures particulièrement fragiles et que les tensions du marché mondial se répercutent sur les classes et les couches sociales les plus basses de la société (et donc pas uniquement prolétariennes), sans qu'existent, pour en atténuer les secousses, d'efficaces amortisseurs politiques et sociaux.

Pour toutes ces raisons, c'est là que la lutte des classes, encore assoupie et en retard dans les grands pays industriels, explose avec force, mais aussi pour ainsi dire à l'état pur : les barrières d'atelier, d'usine, de catégorie volent en éclats, la solidarité entre camarades de travail est immédiate et totale ; elle se nourrit, de plus, de la solidarité « extérieure » des camarades de quartier ; la force du nom-

bre, bien que dans des conditions d'infériorité technique (en armes en tous genres, mais aussi en direction organisationnelle, pour ne pas dire politique), a raison, au moins temporairement, des forces de l'ordre pourtant armées jusqu'aux dents et utilisées sans limites ni réserve.

C'est là que les conflits du travail assument directement, en sautant par dessus toutes les défenses avancées, le caractère de heurts avec l'appareil étatique central de domination de la classe exploiteuse. C'est là que les moyens et les méthodes classistes de résistance et d'attaque sont redécouverts, non seulement sans que personne en ait prêché l'adoption, mais même malgré cent prédications opposées, par un prolétariat tout juste né mais se heurtant déjà au mur d'acier du système du salaire, de la marchandise, de l'argent et du capital.

C'est là que le prolétariat des pays hautement industrialisés doit voir comme dans un miroir son propre avenir, qui n'est peut-être plus si éloigné. C'est de là que vient non l'enseignement abstrait, mais l'encouragement matériel à reprendre le chemin de la guerre de classe, non plus à travers un lent et graduel processus de recomposition de ce qui était dispersé, mais dans de brusques élans qui brûlent les étapes de décennies entières.

Si les révolutionnaires marxistes savent faire fructifier la situation objective en fournissant à leurs frères des pays neufs, sur place et dans l'émigration, le trésor de la « science » condensée dans le parti, et en répondant sur le même terrain et avec les mêmes armes à leur vigoureux appel, c'est bien dans ce combat que se préparent les conditions de la victoire révolutionnaire mondiale.

L'ordre règne à Izmir, exultent les bourgeois. L'histoire ne tardera pas à montrer que leur ordre repose sur des fondations d'argile. Les prolétaires de Turquie aujourd'hui, comme ceux d'Egypte, de Tunisie, de Palestine ou d'Iran hier, nous envoient ce message grandiose. A nous de le recevoir !

IV

L'Iran et le monde

L'Iran, c'est le monde

Le Prolétaire n° 281, extrait

Dans leur cours catastrophique les événements d'Iran viennent démonter la thèse bourgeoise selon laquelle la lutte sociale peut être enterrée par le développement économique et confirment donc la thèse marxiste selon laquelle l'accumulation de toutes les contradictions sociales est le produit du progrès bourgeois et non de l'arriération économique : jamais, ni en 1950-53, ni en 1960-63, le développement social n'a été aussi immense et aussi profond qu'aujourd'hui.

Les idéologues du progrès continu et harmonieux ne manqueront pas de rétorquer que le mouvement social qui secoue l'Iran porte les stigmates d'une formidable arriération, qui se traduit par exemple dans le poids du clergé. Ceci est vrai en partie, mais le marxisme a coutume de ne considérer qu'avec une extrême prudence l'idée que se fait le mouvement de lui-

même » et va chercher dans la mécanique économique et sociale les rapports réels. Nous avons tenté dans les numéros précédents de ce journal de donner un diagnostic du mouvement social iranien, et notre conclusion est que cette formidable explosion populaire qui aurait produit, dans le flot de la grande vague anti-« féodale » et anti-impérialiste qui a déferlé sur l'Asie, une véritable révolution, a pu être longtemps repoussée. Les énergies sociales dégagées par le heurt entre les besoins du capitalisme moderne et les vieux rapports sociaux ont pu être aspirées dans le tourbillon d'un développement capitaliste provoqué de l'extérieur, tandis que l'Etat d'un côté se fixait comme tâche de briser les principaux obstacles économique-juridiques à la marche du capitalisme par des réformes, et de l'autre parvenait à amortir les antagonismes provoqués par le vieux despo-

tisme politique, mis au service du développement et de l'oppression capitalistes, grâce à la manne pétrolière et à la corruption généralisée.

Dans ces conditions, le coup de frein brutal donné à l'expansion économique par la crise mondiale devait nécessairement provoquer le déferlement d'un mouvement social trop longtemps contenu. Mais si la révolte iranienne réagit contre le poids des vieux restes prébourgeois devenus insupportables dans les conditions du développement moderne que ce dernier appelle par conséquent à liquider, elle apparaît désormais davantage, **dans son fond**, comme une réponse aux conséquences catastrophiques du développement bourgeois lui-même : la masse des classes moyennes urbaines et paysannes tente de résister à la ruine provoquée par la concurrence du marché mondial, la concentration capitaliste et l'expropriation accélérée, le tout porté au paroxysme par la crise économique, et la classe ouvrière, de son côté, résiste en fait, même si elle souffre encore du vieux despotisme dans l'usine, à une exploitation spécifiquement capitaliste. Il est donc clair que si la société iranienne souffre encore de certaines entraves politiques et sociales au développement moderne qui résultent d'une révolution bourgeoise par en-haut, elle est néanmoins déjà suffisamment capitaliste pour souffrir encore davantage **des progrès de son développement**.

Les idéologues myopes du capitalisme se consolent peut-être de ce qui se passe en Egypte, en Tunisie, au Nicaragua, au Pérou, en Iran, en Turquie ou ailleurs encore, puisque, même s'il s'agit de produits du développement capitaliste, ils ne touchent en somme que la périphérie et non le centre, encore immobile. Mais nous savons que le marché mondial unifie tout et assure la domination du centre sur la périphérie, qui se trouve ainsi moins apte à résister aux terribles tensions que subit l'ensemble de la société. Notre diagnostic est donc que les cataclysmes sociaux qui aujourd'hui déferlent sur les pays économiquement arriérés sont un signe et une anticipation de ceux qui, avec l'approfondissement de la crise, **frapperont aussi demain les métropoles impérialistes**. La goutte, disait Trotsky, commence par toucher les orteils avant d'aboutir au cœur.

C'est dans ce cours catastrophique que le marxisme puise la force de sa critique des prétentions libérales au perfectionnement continu du capitalisme, mais également des chimères démocratico-réformistes de transformation graduelle, paisible et homéopathique du capitalisme en socialisme : à l'inverse, cette transformation naît de la crise révolutionnaire qui tranche brutalement les entraves au développement historique qui ont précipité la collision généralisée entre les Etats et les classes sociales.

Un autre phénomène que révèle brutalement la crise iranienne, c'est l'extraordinaire **interdépendance** de toutes les économies du monde entier, réalisée par le capitalisme, dans les longues décennies d'absence prolétarienne. D'un côté, le capitalisme développé est devenu encore plus économiquement dépendant des pays économiquement arriérés, notamment en ce qui concerne les matières premières, les sources d'énergie, au point qu'aujourd'hui où l'Iran éternue, tous les grands centres impérialistes se mouchoient ; et tandis que le prix du pétrole grimpe, ils doivent en retour accentuer encore leur pression économique sur les autres producteurs du précieux liquide. De l'autre côté les pays politiquement libérés de la tutelle du colonialisme par la grande vague émancipatrice qui a marqué « l'éveil de l'Asie » sont, par le jeu du développement capitaliste lui-même, dépendants dans une mesure encore plus grande, pour les machines et les capitaux, des grands centres impérialistes.

Naturellement, cette interdépendance ne peut apparaître autrement, dans les conditions du capitalisme, que sous la forme de la domination et de l'oppression, celle des grands Etats impérialistes qui exercent une pression économique, politique et militaire accrue sur les pays du « Tiers monde ». Qu'on ne s'y trompe pas en effet. Le mouvement social qui agite l'Iran peut bien avoir comme **point de départ** la révolte contre les privilèges exorbitants des étrangers, vieux restes du passé semi-colonial. Il ne faudrait pas plus de 24 heures à un mouvement social véritablement radical et révolutionnaire pour s'en débarrasser totalement et pour s'affronter alors immédiatement au problème bien plus ardu de la lutte contre le **poids moderne** et non plus ancien

de l'impérialisme, qui ne peut être éliminé par aucune indépendance politique, encore moins par une chimérique et réactionnaire « indépendance économique », mais uniquement par la destruction révolutionnaire du capitalisme mondial. La contre-révolution mondiale n'a pas seulement introduit le capitalisme dans l'Orient « arriéré » : elle y a également introduit les classes modernes. Et si le capitalisme né en retard produit des bourgeoisies déjà séniles, il produit **en même temps** un prolétariat immense et vigoureux. C'est la classe ouvrière qui en Iran a donné le coup d'envoi des mouvements sociaux des trois dernières décennies. Aujourd'hui, la grève des ouvriers des puits de pétrole et des raffineries d'Iran frappe non seulement le capitalisme iranien, mais le capitalisme mondial. Cela signifie que le mouvement de classe des prolétaires du « Tiers monde » a besoin, pour vaincre, de la solidarité des prolétaires des grandes métropoles et que, réciproquement, le prolétariat des pays économiquement « avancés » doit trouver pour la lutte contre ses ennemis une aide inestimable dans la lutte de ses frères de classe des pays économiquement « arriérés ».

La bourgeoisie de tous les pays sait qu'elle ne peut maintenir son ordre infâme qu'en se serrant les coudes à l'échelle internationale : la crise iranienne a montré dans les faits que devant l'inconnu de la révolte sociale tous, russes, chinois, américains, français, irakiens, saoudiens et autres, savaient faire taire leurs disputes pour garantir l'ordre établi ! Il est temps que le prolétariat en tire la leçon pour lui-même, en combattant l'étroitesse nationale, tous les particularismes et tous les chauvinismes, pour constituer, sur la base de ses intérêts communs l'armée internationale unifiée de la révolution communiste.

Les événements d'Iran nous confirment encore une vérité qui viendra donner courage et espoir aux prolétaires qui pensent à leur classe. L'armée iranienne est, paraît-il, une des plus modernes et la plus sophistiquée du monde ; ses dépenses atteignent annuellement près du double de celles de l'armée italienne pour une population qui dépasse à peine la moitié de celle de ce pays, et un revenu natio-

nal qui n'en atteint pas le tiers. Elle est « accompagnée » de quelque 30.000 « techniciens » américains et doublée de forces de police et de gendarmerie inouïes, le tout couronné par la fameuse SAVAK qui tisse sa toile d'araignée dans tous les centres de vie économique et sociale. Et voilà que ce bijou choyé par l'impérialisme américain pour assurer à l'Iran le rôle de gendarme du Golfe, de clé du cordon de sécurité anti-russe en Asie occidentale et pour lui permettre de mener à son terme la révolution capitaliste par le haut, ne peut empêcher, malgré les carnages quotidiennement répétés, non seulement l'extension de l'incendie social, mais même l'amollissement des troupes par la chaleur qu'il dégage. Ironie habituelle de l'histoire : pour avoir une armée aussi immense, il faut militariser la population, contrainte au service national, si bien qu'en temps d'agitation sociale, seules les troupes professionnelles sont réellement utilisables contre les émeutiers. Notre conclusion là non plus n'est pas nouvelle : aucun Etat, aussi barricadé, caparaçonné, cuirassé et blindé soit-il, n'est à l'abri de tremblement de terre sociaux qui donnent la **matière première** des révolutions.

Le malheur est que la maturation des forces sociales s'est faite en Iran de façon telle que ce mouvement arrive trop tard pour faire une révolution bourgeoise, mais trop tôt pour qu'ait pu naître la force capable de faire désormais avancer l'histoire par sa propre révolution, la classe prolétarienne constituée en parti. En effet, les **résultats sociaux réels** que l'on peut raisonnablement attendre des revendications populaires, démocratiques et nationales que le mouvement continue à avancer comme **axe central** de son programme sont atteints, bien que par d'autres voies, et ne nécessitent plus désormais une révolution, mais peuvent être réalisés par des réformes, qu'il s'agisse d'une certaine « libéralisation » du régime, de la modification des rapports politiques de l'Etat avec l'impérialisme ou de la réforme agraire.

L'existence d'un mouvement de classe indépendant du prolétariat aurait permis, dans une telle situation, de prendre appui sur l'oppression politique encore renforcée par le vieux style despotique, sur le

besoin d'un « supplément de révolution agraire » qui peut sans doute entraîner une partie de la paysannerie et notamment la masse des paysans pauvres et sans terre, sur la lutte contre les privilèges exorbitants concédés aux étrangers et l'indignation soulevée par le rôle de gendarme du Golfe joué par l'Iran, la so-

lidarité exprimée envers les révolutions dhofari et palestinienne, pour concentrer contre l'Etat l'énergie de fragments d'autres classes, ou du moins les neutraliser dans l'affrontement entre la bourgeoisie — et l'impérialisme — et le prolétariat qui devient inévitable dès que ces « réformes » sont acquises.

Du Golfe, une sonnette d'alarme

Le Prolétaire n° 303

Face aux développements dramatiques de la situation dans l'aire qui a pour épigraphe l'Iran et le Golfe Persique, l'Occident dénonce la menace de l'Islam ou les obscures manœuvres de l'« autre » superpuissance. En fait, ce qui se passe là-bas n'est rien d'autre qu'un nouveau chapitre de l'histoire du capitalisme, identique sous toutes ses formes et dans toutes ses vicissitudes : l'histoire de l'apprenti-sorcier incapable de maîtriser les forces qu'il a lui-même évoquées.

Ce qui met en effet en mouvement les énormes masses misérables du Golfe, « déstabilisant » une région dont l'ordre intérieur conditionne dans une large mesure le destin de l'impérialisme, et en premier lieu de l'impérialisme américain, ce n'est pas la fascination d'une religion, ni l'influence d'un programme politique, mais bien un ensemble de causes matérielles. C'est la greffe du mode de production capitaliste — tant à travers l'industrialisation à marches forcées, comme en Iran, qu'à travers l'exploitation forcenée des puits pétroliers, comme dans la Péninsule Arabique — sur des économies précapitalistes et sur des sociétés plongées dans un sommeil prébourgeois. C'est le séisme provoqué par l'abandon sur une large échelle du sol cultivable et par l'urbanisation qui s'en est suivie dans l'ancien empire du Chah. C'est l'impétueux flux migratoire des masses plébéiennes déracinées en Palestine et en Egypte, en Jordanie et au Liban, qui se déversent sur l'Arabie Saoudite et dans les Emirats du Golfe pour y vivre une vie d'esclaves. C'est la fermentation de structures économiques et sociales rétrogrades brutalement entraînées dans les tourbillons du marché mondial des marchandises et des capitaux, et qui se gonflent d'une richesse fabuleuse à un pôle,

d'une misère atroce à l'autre. C'est la succession précipitée de transformations bourgeoises réalisées « par en haut » ou importées « de l'extérieur » avant qu'une bourgeoisie nationale ait eu le temps de s'aguerrir ou même de naître, alors qu'est en train de surgir un prolétariat numériquement puissant, entouré de surcroît d'une énorme couche de sous-prolétaires qui attendent de « s'élever » et sont en proie au désespoir et à la faim.

Pour peu que l'on regarde sous la surface des choses, on ne se trouve pas en présence d'un de ces nombreux conflits internes de la société bourgeoise, d'un de ces mille conflits d'intérêts qui opposent normalement en son sein les concurrents, les entreprises, les Etats. Il s'agit en réalité, d'une gigantesque fermentation sociale dont il n'est pas difficile, pour des marxistes, de prévoir et d'évaluer à leur juste importance les effets dès lors qu'ils en connaissent les causes. Et cela, même s'il est sûr que cette fermentation sociale ne peut se traduire par une salubre décantation des alignements de classe, et même si elle ne peut trouver d'issue dans une claire orientation politique et programmatique, que seul un prolétariat agissant en tant que facteur autonome — c'est-à-dire en tant que classe

pour soi et non pour le capital — pourrait lui imprimer.

Or, comme tous les pays industriellement développés sont en train de l'expérimenter à des degrés divers, ces effets sont **objectivement** désorganisateur et subversifs pour le capitalisme mondial : parce qu'ils aggravent une crise de l'énergie déjà inquiétante, et parce qu'ils influent sur la stabilité déjà chancelante du dollar et sur le prestige militaire et diplomatique déjà entamé des Etats-Unis, en provoquant des réactions en chaîne dans le monde entier. C'est la conscience obscure de ces **potentialités subversives**, et de leurs conséquences probables sur la situation sociale déjà tendue de tous les pays, qui remplit d'effroi les politiciens et les journalistes, les hommes d'Etat et les chantres de la culture laïque, les capitaines d'industrie et les loups de la Bourse.

Quant à nous, nous sommes sûrs que le cours irréversible de ces événements ne manquera pas de provoquer des bouleversements économiques et sociaux et des crises politiques dans tous les pays du monde capitaliste, à l'Ouest surtout, mais aussi à l'Est, imposant de nouveau avec une urgence dramatique l'alternative : « ou révolution prolétarienne ou nouvelle guerre impérialiste ». Nous sommes fermement convaincus que chaque coup porté au pilier central de l'impérialisme devra se répercuter sur toute la chaîne des rapports productifs et sociaux actuels. C'est pourquoi nous suivons la « crise du Moyen-Orient » avec vigilance, mais aussi avec espoir. D'une façon qui n'a rien à voir avec les « idées » ou les « croyances » religieuses qui papillonnent dans la tête des protagonistes apparents du drame, ces événements font partie intégrante du fertile travail souterrain accompli en silence par la bonne vieille taupe de l'histoire.

♦♦

Mais si nous saluons la force **objectivement** subversive de la « révolution islamique », nous savons aussi en voir l'autre face, et comprendre que cette « révolution », où la politique-fiction bourgeoise voit la grande coupable, agit en réalité, pour des raisons historiques que nous avons illustrées à plusieurs reprises, comme un **facteur subjectif de stabilisation** du mouvement social dans un monde pourtant travaillé par de profonds déséquilibres.

En l'absence, en effet, du pôle de cristallisation qu'est le parti unique et mondial de classe, détruit par la contre-révolution stali-

nienne tout autant que par la victoire des démocraties dans la seconde guerre mondiale, le potentiel subversif des masses plébéiennes et du prolétariat iranien poussés instinctivement à la révolte, a trouvé pour le canaliser une religion millénaire, avec ses prophètes, ses prêtres et ses sacristains. Et celle-ci ne pouvait et ne pourra que le diriger dans un sens **opposé** à son orientation spontanée, en **unissant** les classes que la force des déterminations matérielles doit **séparer** pour les aligner sur le terrain d'une lutte à mort, et en noyant leurs contradictions objectives dans le marais de la concorde nationale et de l'unanimité religieuse ; en déviant la colère accumulée des foules vers la cible apparente des personnes physiques (le Chah, Carter) transformées en incarnations de Satan, en déviant vers un anti-américanisme **interclassiste** les obscurs élans anti-bourgeois des grandes masses des villes et des campagnes ; en appelant les masses, en Iran, à sanctionner de leurs suffrages une constitution qui, avec la bénédiction d'Allah, interdit la grève et pratiquement toute organisation syndicale ouvrière ; en déchaînant ces masses (puisque l'« ennemi numéro un », les Etats-Unis, est si éloigné), contre les minorités opprimées, kurdes ou azerbaïdjanaises, qui, elles, sont proches ; en transférant sur le plan d'une croisade **moralisatrice** ce qui était et est, dans ses racines matérielles, une lutte éminemment **sociale et politique** ; en contribuant par contre-coup à reconstituer dans les Etats-Unis eux-mêmes l'unité nationale fissurée et donc également la volonté de domination et d'agression, et en jouant ainsi non pas contre, mais en faveur de l'« adversaire impérialiste ».

Par un paradoxe apparent (mais à combien de « paradoxes » de ce genre l'histoire du capitalisme ne nous a-t-elle pas habitués ?) la « révolution islamique » et l'impérialisme occidental tendent en réalité à converger dans une exigence commune : celle de « protéger » les masses opprimées de la **menace** de ce Démon contre le spectre duquel Khomeiny aussi bien que Carter les exhortent à se frapper la poitrine et à se flageller les épaules pour expier leurs péchés, le Démon des tentations révolutionnaires. Et c'est probablement sur ce terrain que la crise trouvera tôt ou tard sa triste solution, non sur le plan formel, dans les méandres des procédures diplomatiques, mais dans la réalité des rapports de force concrets. Qui pourrait en effet contrôler les masses déchaînées, si les ayatollahs (courtisés entre autres, par les

« communistes » du Toudeh) n'existaient plus ? Et d'un autre côté, s'il n'y avait pas l'adversaire commode, le Diable américain, qui maintiendrait l'ascendant social irremplaçable du vieil imam ?

Le prolétariat des pays « avancés » comme des pays de jeune capitalisme, entraînés les uns et les autres dans une crise dont on prépare dès aujourd'hui l'épilogue sanglant, ne pourra inverser le cours précipité qui mène à la catastrophe qu'en prenant la tête des masses paysannes et des plèbes urbaines en révolte, et en se lançant avec elles contre les forteresses — devenues de moins en moins invulnérables — de la classe dominante mondiale : la bourgeoisie, quelle que soit sa race, sa couleur de peau, sa tradition historique, sa confession. Pour cela, il devra se

débarrasser de la chape de plomb paralysante des idéologies piétistes, interclassistes, chauvines, qui respectent servilement l'ordre établi sur la terre au nom d'un prétendu ordre supérieur régnant dans les cieux, qui prêchent une lâche résignation devant la volonté soi-disant paternelle du bon Dieu et de ses représentants présumés dans cette vallée de larmes, que ces idéologies portent les couleurs de la démocratie laïque, de la théocratie autoritaire ou vice versa.

Dans sa course infernale, le capitalisme accumule un gigantesque potentiel explosif qui, abandonné à lui-même, ne peut conduire les masses laborieuses qu'à une énième boucherie mondiale. Elles devront au contraire y puiser la force de préparer la guerre de classe contre le capital.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 14 janvier, 11 février, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 5 et 19 janvier, 2 et 16 février, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Hartleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 6 et 20 janvier, 3 et 17 février.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 avril et 4 mai, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 8 et 22 mars, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 16 mars, 20 avril, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 mars, etc.

• A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 16 mars, 20 avril, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 46 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^{os} 58, 71, 72, 73 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68, 74 à 81 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volumes 1 à 4 en reliure
 - Volume 5 : du n^o 211 au n^o 257 (années 1976-77) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages épuisé
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages épuisé
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 30,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris.
Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de Saro
Envoi : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.